C★E★R★M★T★R★I
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

3e ANNEE. — N° 79. HEBDOMADAIRE 0 fr. 50 VENDREDI 13 MARS 1931.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

« A Prinkipo, la villa qu'habitait Trotsky a été détruite par un incendie. Un certain nombre de documents possédés par l'ancien révolutionnaire ont été brûlés. Autant d'armes de moins à la disposition de la contre-révolution ».

Travailleur du Centre-Ouest, *organe du parti de la région limousine.*

Les œuvres de Marx, la correspondance de Lénine, telles sont les armes de la contre-révolution...

A LA CONFÉRENCE NATIONALE

A la veille des combats, les centristes embourbent le parti

La conférence nationale du parti a certainement été une des assemblées les plus médiocres que nous ayons eu à enregistrer depuis des années. Cette médiocrité se trouve accentuée par l'importance des problèmes à résoudre. La conférence n'a même pas été précédée par un simulacre de discussion dans le parti. Pas de rapports publiés, pas de tribune de discussion ouverte, rien dans les cellules et les rayons ; les délégués ne représentaient qu'eux-mêmes. Il n'y eut, à proprement parler, aucune discussion. La plupart des interventions relatèrent, avec la déformation particulière au stalinisme, quelques petits faits locaux ; les interventions « politiques » furent faites par les sommets du parti et de la C.G.T.U. et dans l'ensemble, sauf Vassart, il y eut peu de notes dissonantes. Tout le monde fut d'accord avec la ligne du parti, exprimée en l'occurence dans le rapport de Thorez.

Mais en quoi consiste cette ligne ? Contrairement à la troisième période, qui constituait un tout homogène, en contradiction avec la réalité mais qui avait du moins sa logique propre qui engageait le parti sur la voie précise de l'aventurisme ultra-gauchiste, la politique actuelle du parti est constituée par un assemblage de théories, de conceptions différentes aboutissant aux mots d'ordre les plus contradictoires. La troisième période a donné le social-fascisme et la grève politique de masses, le tournant de juillet 1930, le front unique et la lutte pour les revendications immédiates, poussée jusqu'à la grève économique de masse ; à cela, il faut ajouter des réponses aux problèmes soulevés pendant les derniers mois, unité syndicale d'une part, perspectives de la crise d'autre part. Dans le rapport de Thorez ainsi que dans la partie de la résolution publiée le 5 mars dans l'*Humanité*, on trouve le tout mélangé pêle-mêle ; le parti n'est pas engagé dans son ensemble sur une voie définie avec précision, mais à chaque membre du parti est laissé le soin de se débrouiller ; c'est par conséquent, étendue à toute la politique du parti, la formule lancée pour la journée du 25 février : « Faites ce que vous pouvez ». L'ultra gauchisme des uns, l'opportunisme foncier des autres n'y trouveront aucun obstacle, cependant que la direction se lavera les mains, s'étant munie d'alibis pour toutes les circonstances. Mais ainsi le parti se trouve et continuera à se trouver à la remorque des événements, précisément au moment où, avec l'aggravation de la crise mondiale, ceux-ci se précipiteront et ouvriront au mouvement ouvrier des perspectives révolutionnaires. La politique centriste, à l'heure actuelle, c'est purement et simplement le sabotage des possibilités fournies par l'aggravation de la crise.

***

Il faut marquer, avant tout, la carence de la conférence toute entière sur les événements importants qui se déroulent dans un certain nombre de pays, en particulier en Allemagne, en Espagne et en Indochine qui touchent directement le parti français. Rien n'a été fait pour les préciser devant les délégués, pour montrer leur relation avec le développement des luttes dans ce pays, pour définir les taches qu'ils posent aux communistes afin d'entraîner le prolétariat aux actions de solidarité internationale. Les problèmes internationaux étaient autrefois l'objet des discussions de toutes les organisations de base dans tous les partis de l'I.C. ; de cette façon, les partis savaient accomplir leur devoir, comme ce fut le cas au moment de l'occupation de la Ruhr. Maintenant, il n'est même plus question de discuter quoi que ce soit dans les cellules, puisqu'une conférence nationale du parti se dérobe devant de tels problèmes. Le résultat, c'est à l'heure actuelle, l'abandon des mouvements de révolte en Indochine, ce sera le même crime demain en cas de guerre civile en Allemagne ou en Espagne.

Incapables de voir la situation mondiale dans son ensemble d'une façon claire, les centristes apprécient la situation française d'une façon aussi inexacte que possible. En particulier autant les événements grandioses qui se déroulent dans le monde sont ignorés, autant les quelques grèves, les quelques manifestations ouvrières sont enflées démesurément. Le 25 février, dont nous avons marqué le caractère la semaine dernière, est présenté comme un « gros succès » pour le parti, alors que les meetings n'ont réuni qu'un nombre médiocre d'assistants. Les grèves qui se déroulent en France sont présentées comme le signe d'un grand essor des masses. En réalité, toutes ces grèves, celle de Stein à la Courneuve, celle des charpentiers de l'Exposition Coloniale, celle des textiles de Cours, de la chaussure de Limoges, etc..., ne sont encore que des grèves d'avant-garde, des premières prises de contact entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les plus importants de ces combats furent les grèves du Nord et elles ont été très caractéristiques de l'influence très réduite du parti, de son incapacité à les diriger, à gagner la confiance des grévistes et à entraîner la solidarité de tous les prolétaires. Aucune des grèves importantes n'a été l'objet d'une analyse ; Thorez et certains délégués ont bien signalé des « faiblesses », dans le Nord, dans la Basse-Seine, à Limoges, etc., mais se sont gardés d'insister. « Croire, être profondément convaincu de la combativité de la classe ouvrière..., tel doit être notre principal effort », nous dit Thorez. Ce bavardage imbécile remplace l'appréciation exacte du caractère de toutes les luttes du prolétariat qui, aujourd'hui, combat pour le maintien de son niveau de vie.

L'organisation et le développement de la résistance ouvrière à l'offensive capitaliste ont été traités d'une façon aussi erronée, aussi confuse, aussi dangereuse que possible. La perspective révolutionnaire, la propagande pour le mot d'ordre de la république des Soviets, doit être menée « en diffusant... largement les réalisations socialistes de l'U.R.S.S. ». Comment ferait-on si les prolétaires russes n'avaient pas pris le pouvoir en 1917 ? La première étape vers la Révolution doit être « la grève politique de masse contre la dictature du capital financier ». Que signifie pareille chose ? Les ouvriers font grève pour telle ou telle revendication précise, à caractère politique ou non ; toute grève générale a un caractère politique ; mais les ouvriers ne font pas la grève pour faire « la grève politique », fût-ce contre la dictature du capital financier. Il est certain que pour répondre à l'offensive capitaliste, dans cette période de crise où la base économique des luttes se restreint, il faut pour assurer le succès des luttes ouvrières les coordonner, les élargir et tendre à la grève générale ; mais il est stupide dès à présent de fixer sur quels mots d'ordre il faudra appeler les ouvriers à la réaliser et d'employer une expression provenant du vocabulaire de la troisième période « la grève politique » qui ne peut servir qu'à discréditer le mot d'ordre de grève générale.

Le moyen de coordonner, d'élargir les luttes pour vaincre l'offensive capitaliste, pour déjouer les manœuvres des réformistes qui ne s'opposeront pas de front aux travailleurs mais chercheront à briser leur lutte en les éparpillant, en les engageant sur des mots d'ordre chimériques, c'est une juste politique de front unique. La conception fausse du front unique « par en bas » qui consiste à ignorer en fait les organisations réformistes, c'est-à-dire les ouvriers qui y adhèrent ou qui les suivent, cette caricature du front unique continue à être celle du parti. Vassart qui proposait de s'adresser aux organisations réformistes locales et régionales seulement, ce qui est une demi-mesure absolument inopérante au moment où il faut tendre à élargir au maximum le front unique, fut fortement combattu, taxé d'opportunisme et classé à son tour dans la catégorie des paniquards. Pourtant, il faudra bien que le parti en arrive, s'il veut réaliser véritablement le front unique, à amener la C.G.T.U. à faire à la C.G.T. des propositions pour des campagnes communes, pour une action commune dans tout le pays contre l'offensive capitaliste.

***

Il faudra aussi pour poser clairement le problème du front unique que la direction du parti ne l'embrouille pas en transformant le programme de revendications immédiates (sur lequel nous avons déjà donné notre appréciation) en base pour l'unité syndicale. Le front unique est un problème de réalisations immédiates qui exige avant tout l'élaboration d'un bon programme revendicatif ; quant à l'unité syndicale, il faut donner les bases sur lesquelles elle peut se réaliser, bases posées par les communistes, seuls partisans véritables de l'unité syndicale, et le moyen pour y arriver, c'est-à-dire les luttes communes des travailleurs, la réalisation du front unique. Tant que le parti n'adoptera pas cette position claire sur le front unique et sur l'unité, tant qu'il s'accrochera à des formules comme le congrès de fusion désigné dans les usines, sa politique ne sera considérée que comme une manœuvre grossière de gens affolés devant l'ampleur prise un moment par la campagne des « 22 » et, en fait se révèlera inefficace pour l'enrayer.

Sur ces questions du front unique et de l'unité, Semard s'est livré à une attaque contre les « trotskystes ». C'est sa spécialité; il lui est plus facile de tronquer des textes et de mentir que de lire Marx. Semard nous accuse d'être contre le front unique ; il sera plus prudent dans les assemblées ouvrières où nous pourrons nous expliquer et rappeler qui fut contre le front unique, pendant la si fameuse troisième période. Quant à notre position sur l'unité, il la présente d'une façon aussi mensongère que possible. Nous serions, d'après Semard, pour l'unité sans condition, dans la C.G.T.U., contre les communistes et pour l'indépendance du syndicalisme. Tout cela nous unirait aux « 22 ». Les piètres mensonges de Semard n'arriveront pas à dissimuler que nous avons les premiers et le plus fortement combattu les « 22 », dénonçant l'anticommunisme qui se couvrait du drapeau de l'indépendance syndicale, que nous avons montré le danger pour la C.G.T.U. et pour la Révolution, constitué par la manœuvre des « 22 » que favorisait la politique stupide des centristes. Même pour mentir, Semard manque de moyens.

***

La conférence nationale a montré aux moins clairvoyants où en est le parti, quelle situation misérable est la sienne et comment il se montre de moins en moins apte à remplir son rôle. Il faut crier plus que jamais : « Casse-cou ! » Il faut que chaque communiste conscient des tâches énormes que la situation impose au parti se dresse contre cette politique de moindre résistance, de tâtonnements opportunistes, de laisser-aller. Dans les luttes de classe qui s'amplifient, l'initiative du parti, l'impulsion et l'orientation qu'il leur donnera seront donc déterminantes dans la plus grande mesure. S'il sait gagner la confiance des masses en se montrant leur défenseur avisé, leur porte-parole vigoureux, les plus grandes perspectives s'offriront à lui. Mais s'il persiste dans son attitude actuelle, les réformistes de tout acabit, surtout ceux qui emploieront une phraséologie révolutionnaire, prendront la tête des [illegible] pour les briser. Il faut un changement radical, profond de la politique du parti ; l'avenir des luttes ouvrières est en cause. Il faut cesser avec ce genre de conférence nationale lamentable qui est l'image du manque de vie politique du parti ; il faut briser le bâillon bureaucratique. Tous les communistes du parti doivent forcer l'appareil stalinien à donner la parole au parti. Avec le concours de l'opposition de gauche, qui n'a cessé de donner les avertissements nécessaires et d'apporter les solutions justes, ils élaboreront la politique qui permettra au parti de retrouver les masses, de se placer à la tête leurs luttes pour les mener victorieusement. Il faut exiger un congrès du parti, préparé par la plus large discussion, avec la participation de l'opposition de gauche.



AU PROCÈS DE MOSCOU

Nouvelle calomnie stalinienne contre les Bolchevik-Léninistes

L'opposition internationale de gauche (bolcheviks léninistes) a déjà lancé aux communistes du monde entier un « avertissement nécessaire » sur les procédés et méthodes de provocation et de calomnie dont les staliniens usent contre elle. Dans ce document (octobre 1930) l'Opposition écrivait :

La situation de la fraction stalinienne en U.R.S.S. et dans l'Internationale Communiste, qui empire de plus en plus (sa base idéologique est complètement sapée et cela va se montrer chaque jour plus clairement), et les succès indubitables remportés par l'opposition communiste de gauche poussent les staliniens sur la voie d'une accentuation de leur lutte contre nous. Cette lutte prend et prendra des formes différentes, qu'on peut réduire aux trois formes principales suivantes: a) *la répression physique,* b) *la calomnie et* c) *la provocation.* »

Les communistes connaissent de multiples cas de cette espèce que nous avons déjà dû dénoncer. L'odieuse répression physique qui s'acharne contre nos camarades en U.R.S.S., chaque prolétaire la connaît maintenant et doit la réprouver.

Un cas nouveau, qui semble combiner à la fois les traits de la calomnie, de la provocation et de la répression physique accentuée, est maintenant jeté en pâture à la presse capitaliste et social-démocrate mondiale par Staline à propos du procès des mencheviks qui vient d'avoir lieu à Moscou. L'Agence *Tass*, reproduite par l'*Humanité* du 6 mars 1931, télégraphie les dépositions d'un certain nombre d'accusés. D'après leurs déclarations, les instructions émanant du « centre mencheviste », et transmises notamment par Dan, préconisaient le soutien de l'opposition « trotskiste ».

Résumant les déclarations de Pétounine, Krylenko déclare :

Les directives de Dan se proposaient : 1° *De soutenir l'opposition trotskyste, afin d'affaiblir le parti communiste;* 2° *De soutenir et d'exécuter le travail de désorganisation pour provoquer le mécontentement pour saper la vie économique et de profiter de l'intervention inévitable.*

[illegible] *viks comptaient sur les trotskystes et que les personnes enrôlées par les mencheviks pour l'U.R.S.S. recevaient la directive de fournir aux trotskystes la documentation nécessaire pour la lutte contre le P. C.*

Ces diverses déclarations ne laissent place à aucun doute. Ce ne sont pas les mencheviks, ce ne sont pas les éléments droitiers qui ont couvert les Gromann, les Kondratiev, etc., etc... qui sont accusés, ce sont les bolcheviks léninistes que l'on essaie de lier par des témoignages provocateurs et calomnieux aux mencheviks-interventionnistes. La déclaration de Krylenko est claire : elle essaie d'établir une liaison étroite, organisationnelle, entre la lutte de l'opposition de gauche et les manœuvres des mencheviks auxquels les Etats capitalistes et les états-majors impérialistes accordaient leur bienveillance, sinon leur soutien direct. On voit de quoi il s'agit. Staline ne peut étouffer la voie de l'opposition de gauche ; il ne peut ruiner l'influence grandissante des bolcheviks-léninistes auprès des ouvriers, en U.R.S.S. et dans le monde entier. Sa propre politique révèle des contradictions croissantes. C'est pourquoi il veut par une calomnie théâtrale montrer que les « trotskystes » n'étaient dans le passé ,et par conséquent ne sont dans le présent, que le prolongement de la volonté d'intervention étrangère. Comme il avait déjà en 1927 monté l'affaire de l'officier wrangélien, provocateur de la Guépéou, qui était soi-disant entré en relations avec les oppositionnels, il a trouvé maintenant des éléments petits bourgeois, semi-mencheviste, spécialistes, qui prétendent avoir favorisé l'opposition « trotskyste » au renversement du pouvoir prolétarien. Cette provocation est en soi-même le signe de la faillite croissante de la direction stalinienne devant la politique prolétarienne révolutionnaire de l'opposition. Staline a contribué largement à empêcher l'Internationale communiste de détruire l'influence de la social-démocratie ; c'est pourquoi maintenant il traduit les menchevistes à la barre du tribunal de Moscou ; il espère avoir raison bureaucratiquement des ennemis dont il empêche les P.C. d'avoir raison politiquement.

Après avoir instruit le procès des saboteurs du parti industriel, Ramzine, etc... après avoir réclamé la peine capitale contre eux, et avoir entraîné les masses ouvrières à approuver ce châtiment, le C. C. stalinien les a graciés, réduisant leur peine à quelques années de prison. Maintenant on a instruit le procès des mencheviks pour montrer les relations de la IIe Internationale avec les éléments contre-révolutionnaires capitalistes. Mais à leur tour ils subiront les peines réduites, tandis que la répression s'abattra plus fortement contre nos camarades oppositionnels. Les spécialistes corrompus qui se repentent, les mencheviks qui avouent et se plient aux provocations, servent en réalité de masque à Staline dans sa lutte contre l'aile prolétarienne révolutionnaire du parti. Huit mille militants bolcheviks-léninistes sont dans les isolateurs, prisons et lieux de déportation, alors que quelques mencheviks [illegible] spécialistes font parade de leurs crimes, ce dont il leur sera tenu compte.

Staline veut trouver un argument juridique pour justifier devant les yeux des masses la répression physique accentuée contre les bolcheviks-léninistes. Si les oppositionnels ont été ou sont liés à la contre-révolution étrangère, alors il faut ouvertement réclamer la fusillade contre eux. C'est ce que Staline cherche. Déjà il a fait clandestinement fusiller nos camarades Blumkine, Silov et Rabinovitch. Ces crimes ne suffisent plus à enrayer les effets néfastes de sa mauvaise politique. Il cherche des arguments pour agir d'une façon plus vaste et méthodique.

A l'appui de leurs affirmations, les menchevistes n'apportent aucune preuve, aucun fait, aucun argument, aucun nom. Cela n'empêche pas Krylenko de tirer impassiblement des conclusions lourdes de futurs assassinats d'oppositionnels. Les comptes rendus du procès qui sont publiés par les organes staliniens n'apportent aucune précision. Le prolétariat communiste, qui connaît le vrai visage de l'opposition, repoussera les calomnies.

L'opposition de gauche, qui lutte pour débarrasser l'I. C., à laquelle elle est indissolublement liée par ses luttes passées et ses perspectives révolutionnaires, de sa fausse orientation actuelle, est l'ennemie irréductible de la social-démocratie. C'est au contraire la direction stalinienne de l'Internationale qui a cédé devant le réformisme et la social-démocratie, capitulant devant le Kuomintang petit-bourgeois, devant les traîtres du Conseil Général des Trade-Unions, et lançant la théorie du social-fascisme qui ne fait que fournir un alibi au menchevisme, chien de garde démocratique du capital. En 1927, au moment où la lutte de Staline contre l'opposition de gauche franchissait une étape par l'exclusion des oppositionnels hors du parti bolchevik, au moment précisément où les mencheviks du procès prétendent que Dan donnait comme mot d'ordre de soutenir le « trotskysme », c'est Otto Bauer, l'un des chefs de la IIe Internationale, qui écrivait : « Rakowsky partage le sort de Trotsky (la déportation) pour avoir agi dans le sens du déclanchement nécessaire de la révolution mondiale d'abord, au lieu d'avoir travaillé à la consolidation du régime nouveau en Russie, sans se préoccuper de la révolution dans les autres pays d'Europe... La chute de Trotsky permet de penser que, dès maintenant on compte à Moscou avec la possibilité d'existence du socialisme dans un seul pays, donc avec la stabilisation du capitalisme dans les autres pays. »

C'est Chamberlain qui déclare que la liquidation totale de l'opposition était la prémice indispensable de « l'évolution normale » du pouvoir des soviets vers le rétablissement du capitalisme. Voilà ce que pensaient les mencheviks et les interventionnistes en 1927.

***

Mais depuis 1927, la politique stalinienne a subi une nouvelle évolution. En 1928, la pression de l'opposition lui fit adopter une orientation à gauche. Cependant cette politique, qui s'est traduite avant tout par la mise en train du plan quinquennal et la collectivisation de l'agriculture a elle-même versé dans l'aventurisme, qui est une autre face de l'opportunisme. Or, c'est justement cette période d'aventurisme, connue sous le nom de « 3e période », qui a donné aux mencheviks un regain d'activité. L'opposition de gauche s'est élevée contre cet aventurisme qui présageait ensuite une retraite désordonnée, et par conséquent un nouvel équilibre appuyé sur la droite. Le menchevisme international guettait les signes de déséquilibre du système soviétique que Staline menaçait de faire éclater sous le poids de ses contradictions. Ce n'est pas seulement les mencheviks émigrés russes qui reprirent l'offensive, c'est la social-démocratie internationale tout [illegible] qui, sous prétexte de sauver la révolution russe contre les communistes et le système soviétique ils ont mis en avant un programme de restauration « démocratique », c'est-à-dire en réalité qu'ils s'efforçaient d'ouvrir la porte aux impérialistes étrangers. Les contradictions que Staline a accumulées autour de la réalisation du plan quinquennal (réalisation du plan de cinq ans en trois ans, pression disproportionnée sur la capacité de travail des ouvriers, échanges extérieurs réalisés en désordre, manque de proportion intérieure entre les diverses branches de réalisation, etc...) ont créé une situation favorable aux menées des mencheviks et de toutes les tendances de la démocratie bourgeoise.

Nul doute que les mencheviks sachent « démocratiquement » jouer leur rôle lors d'une intervention, qui prendrait les formes déguisées qui seraient nécessaires, de la part des impérialistes. Mais c'est avant tout la politique de Staline qui facilite et encourage les menées des mencheviks, parce que l'Internationale n'a pas réussi dans les dernières années à remplir sa tâche d'arracher les millions d'ouvriers à l'influence social-démocrate. Au contraire, cette influence se renforce actuellement.

C'est l'opposition de gauche qui a toujours préconisé activement la politique nécessaire pour affaiblir les positions social-démocrates. Mais Staline, acharné contre l'aile gauche, sape du même coup la possibilité de réagir efficacement contre la social-démocratie. Oscillant entre les deux, il résoud momentanément le problème en amalgamant dans un même procès l'opposition de gauche et le menchevisme.

Dans son réquisitoire, Krylenko déclara qu'il était remarquable de voir que ce n'étaient plus des spécialistes sans parti, des anciens bourgeois, des ingénieurs anciens capitalistes, etc... qui sabotaient le travail soviétique, mais que c'étaient des « socialistes », des hommes attachés depuis des dizaines d'années au parti menchevik. Ainsi, dit-il, on comprend que la IIe Internationale est compromise avec l'impérialisme. Mais que signifie ce raisonnement ? Avait-on oublié que depuis le 2 août 1914 la social-démocratie est passée dans le camp bourgeois, que le menchevisme est l'aile démocratique de la bourgeoisie ? C'est justement pour avoir oublié cela, non seulement en U.R.S.S., mais en Angleterre, en Chine et ailleurs, que Staline a affaibli les positions communistes internationales, qu'il a laissé pénétrer l'appareil économique soviétique depuis six ans par les spécialistes,les démocrates sceptiques

Devant la persistance de l'influence de la social-démocratie internationale, devant la pénétration croissante des organismes soviétiques par les spécialistes, mencheviks, etc... Staline a réagi bureaucratiquement, un procès après l'autre, pour frapper l'imagination des masses. Et pour garder sa liberté de manœuvre bureaucratique il renforce en même temps la répression, il fait inculper, sur la foi d'hommes dont Krylenko réclame la tête, l'opposition de gauche, comme ayant favorisé systématiquement le travail des mencheviks.

Par sa lutte conséquente contre la social-démocratie, par son travail sans défaillances pour ramener le parti dans la voie du communisme dont l'écarte la bureaucratie stalinienne, l'opposition de gauche repousse et réfute les calomnies des accusateurs staliniens.

Mais il faut se rendre compte tout à fait clairement de l'importance de ce nouvel aspect de la politique centriste. Par son attitude d'équilibre de plus en plus instable, de plus en plus rongé, par l'usage d'arguments et de méthodes éloignées de la lutte prolétarienne, l'appareil stalinien met en péril l'avenir de la dictature. L'opposition de gauche doit le dire hautement, se mettant ainsi au service d'une lutte impitoyable contre les interventionnistes et mencheviks qui spéculent sur la lutte de plus en plus acharnée que Staline mène contre elle.

POUR LES BOLCHEVIK-LÉNINSTES

NE LAISSONS PAS ASSASSINER NOS CAMARADES

En réponse à nos questions sur le sort qui est fait aux Bolchevik-léninistes, les bureaucrates staliniens du P. C. français se taisent, incapables de prendre leurs responsabilités devant la classe ouvrière. Mais à leur lacheté s'ajoute la provocation. Après l'histoire de l'officier wrangelien, collaborateur prétendu de l'opposition, en réalité agent de la Guépéou, ce sont aujourd'hui, au procès de Moscou, les « aveux » de mencheviks. Ayant laché leur petite saleté, les staliniens ne disent plus rien pendant quelques jours. Mais nous ne les lacherons pas. Nos camarades de l'opposition russe — dont nous portons cette semaine un certain nombre de noms à la connaissance des travailleurs — ont toujours combattu pour la Révolution, contre tous ses ennemis et, en premier lieu, contre les mencheviks. Les méthodes de l'appareil contre nos camarades mettent en danger la dictature du prolétariat en frappant ses défenseurs les plus courageux. Nous ne laisserons pas assassiner nos camarades. Nous ne laisserons pas porter atteinte à la Révolution prolétarienne.

LA LISTE DES BOLCHEVIKS-LENINISTES ENFERMES DANS L'ISOLATEUR DU VERCHNE-OURISK

1. Abramsky.
2. Avoïan.
3. Althausen N.
4. Allojtz.
5. Akopian.
6. Aronov.
7. Ardchtein.
8. Asrakian A.
9. Antokolsky.
10. Asatian A.
11. Ardachelia T.
12. Barkine O.
13. Belinsky.
14. Besasian.
15. Babaïan.
16. Bersina.
17. Beradzé.
18. Brik.
19. Boulytchev.
20. Bodrov.
21. Vygon.
22. Gertopian N.
23. Gordeev.
24. Glistovsky.
25. Gevorkian S.
26. Grünman.
27. Goguerchvili.
28. Govendo.
29. Goloub E.
30. Graev.
31. Golberg Lisa.
32. Garzmann.
33. Guirchweld.
34. Dinguelstedt.
35. Drapkine.
36. Dwinsky.
37. Donadzé.
38. Zalessky.
39. Zaïkov.
40. Zagouskine.
41. Zourabian.
42. Ivanova M.
43. Kossolapov.
44. Kremer Klavdie.
45. Koïdinov.
46. Kaslasse.
47. Kraïny.
48. Kakousine.
49. Kvadtchadzé G.
50. Kessel.
51. Kopytov.
52. Koltov.
53. Koulikov.
54. Komarova.
55. Karsanidzé.
56. Kamenitzky M.
57. Lubidko V.
58. Lipatov A.
59. Libkine.
60. Lapchine F.
61. Kirchine.
62. Languer.
63. Maguide M.
64. Melnaïs.
65. Maly P.
66. Markus.
67. Mikhalevitche.
68. Nevelson Man.
69. Nemelman Ida.
70. Osniag V.
71. Aganessor-Ter.
72. Posnansky.
73. Podsemsky.
74. Papermeister A.
75. Papermesister L.
76. Papermeister P.
77. Pereversev N.
78. Pevsner X.
79. Panov.
80. Pozkhichwili K.
81. Pouchass.
82. Popov.
83. Polinouk A.
84. Pivner.
86. Psalmopevtser.
86. Paz.
87. Rappoport.
88. Rechetnichenko.
89. Stopalov G.
90. Slitinsky.
91. Saakian Amo.
92. Sosorev.
93. Sourkov.
94. Salavian.
95. Sviridor.
96. Solutsev.
97. Tabatchnik E.
98. Tvaltcheridze.
99. Ougrumov.
100. Oukraïntsev.
101. Froumkine.
102. Flaks.
103. Fedortchenko.
104. Xelidzé.
105. Xachevatsky.
106. Tchnernych.
107. Tcherepakhine.
108. Yachevili.
109. Yakobine.
110. Yakoblev.
111. Chapiro Lisa.
112. Cheilat C.
113. Chemes.
114. Chkouratov.
115. Chpitalnik.
116. Eltsine V.
117. Joffe.

AU SERVICE DU CAPITAL

Les socialistes et la police bourgeoise

C'est dans le cours quotidien de leur politique que les dirigeants socialistes se démontrent les soutiens de l'état bourgeois, de son armée, de sa police, et souvent les conseillers les plus dévoués, comme Paul-Boncour, Baron et Renaudel, pour la préparation de la mobilisation, de la guerre chimique et aérienne.

Malgré le caractère cynique de leur collaboration ouverte et permanente à l'armement de l'ennemi, il arrive que certaines démonstrations, certaines manifestations trop éclatantes puissent leur faire éprouver de la gêne et mettre en garde dans leurs rangs les trop nombreux ouvriers qu'ils ont pu entraîner. Alors, un dialogue s'engage dans leurs conférences, dans leurs congrès, dialogue platonique qu'une sérieuse influence communiste devrait transformer en poussée de la base.

La fraction municipale socialiste avait appuyé scandaleusement par son attitude le renforcement de la police parisienne — cette police dont Chiappe a porté à un haut degré la servilité envers les bourgeois et la brutalité organisée, systématique contre les ouvriers. Ce défi aux ouvriers parisiens — qui devait « *nuire à la propagande dans le département de la Seine* » comme l'ont déclaré ouvertement les dirigeants — a fait l'objet d'un débat à la Fédération de la Seine. La face de la politique socialiste qui regarde vers les ouvriers, par la bouche de Zyromski, a exprimé son indignation vertueuse : « *Sans doute, serons-nous un jour au pouvoir, mais ce sera pour faire autre chose que ce que font les autres, et non pour utiliser la police et l'armée contre le prolétariat* ». Mais la face de la politique socialiste préposée aux réalités du pouvoir,

(Suite page 2.)

AU SUJET DE L'ACCORD NAVAL

Fascisme, démocratie et labourisme s'entendent

Une fois de plus les socialistes italiens et les démocrates-bourgeois qui ont constitué à Paris la Concentration antifasciste, ont été désappointés par le « camarade » Henderson, ancien président de la IIe Internationale et ami de Matteotti, Les pauvres Labriola et Salvemini qui misaient sur l'avènement du gouvernement labouriste pour aider à la chute du gouvernement fasciste en Italie, sont fâcheusement frappés par le voyage de Henderson à Rome, et le message du « Duce » au « Daily Herald », l'organe du Parti labouriste. Leur désorientation ne peut être plus complète. Mais il ne peut pas être autrement pour des « professeurs » qui, après avoir passé par l'école « marxiste », ont perdu toute notion des rapports des classes en lutte, et prétendent remplacer ces rapports par des lieux communs périmés sur la « liberté » et la « démocratie pure ».

L'attitude du travaillisme envers le fascisme de Rome n'avait du reste pas besoin des preuves récentes. Déjà à l'époque du premier ministère Mac-Donald, ce dernier avait fait preuve de « cordialité » envers le gouvernement de Rome, moyennant la cession du Giubaland que Mussolini récompensait par l'application en Italie de la censure sur les actes du gouvernement travailliste en Egypte et dans les autres colonies de l'Empire contre les mouvements révolutionnaires d'indépendance nationale. Revenu au pouvoir, Mac-Donald ne pouvait que reprendre et poursuivre cette politique, car elle est la politique qui répond aux intérêts de classe de la bourgeoisie anglaise dont le gouvernement travailliste représente la défense en se servant de l'étiquette ouvrière.

Or, c'est sous cet angle qu'il faut considérer l'accord naval réalisé à Rome entre le « travailliste » Henderson et le ministre des chemises noires Grandi, ainsi que l'acceptation de cet accord par la « démocratie » française.

(Suite page 2.)

Dans l'Internationale

Fascisme, démocratie et labourisme s'entendent

(*Suite de la 1re page*)

Pour se consoler, les socialistes italiens, « camarades » d'Henderson, ne manqueront pas de transformer cette alliance de classe entre fascisme, démocratie et travaillisme en une capitulation de Mussolini devant le « pacifisme » de Briand et de la IIe Internationale.

Quelle est la vraie signification qu'on doit attribuer à cet « accord naval » ? Rien moins que celle d'un pas sur la voie du « désarmement » et de la « paix ». L'imposture pacifiste s'effondre chaque jour plus. Plus les « pactes de sécurité », de « non-agression », de « paix », et ainsi de suite, se multiplient, plus on parle de « désarmement » et de réduction des armements à Genève, plus les préparatifs de guerre sont mis à nu. Car, en définitive, toutes ces discussions, tous ces accords sont orientés sur la perspective de la prochaine guerre. Les querelles à propos de la parité navale, des sous-marins, etc., ne sont qu'un des aspects de la préparation à de nouvelles alliances de guerre. Si des « arrangements » différents interviennent dans les antagonismes entre les différents impérialismes, cela n'est pas dû au hasard, cela n'est pas dû aux tendances particulières de tel ou tel ministre des Affaires étrangères. Ces « arrangements » sont dûs à différents facteurs de la situation internationale et, avant tout, aux relations de classes internationales entre l'impérialisme et le prolétariat.

L'accord naval de Rome n'efface nullement les antagonismes impérialistes que la Conférence de Londres reflèta et qui furent la cause de l'effondrement de cette même conférence au début de l'an dernier. Ce qu'il y a de nouveau c'est que la disposition de ces antagonismes apparaît actuellement sous une forme différente. Rien n'est changé entre l'impérialisme italien et son rival français : l'Angleterre, qui a toujours besoin de l'aide française contre les Etats-Unis et de la coopération italienne dans le Proche-Orient, ne cesse de se poser en arbitre entre l'Italie et la France impérialistes. De son côté, la France, craignant le rapprochement italien à l'Allemagne et à l'Autriche, a, elle aussi, tout intérêt à « s'accorder » avec l'Italie fasciste dans une période de crise comme la période actuelle qui rend de plus en plus aigus les contrastes propres du monde capitaliste.

Quant à l'Italie, elle appartient à cette catégorie de pays impérialistes qui ne peuvent mener une politique « indépendante » et qui doivent toujours tenir compte des puissances plus fortes, faute de matières premières, de capitaux et d'une base économique adéquate aux besoins du pays. Depuis le Traité de Versailles, tous les gouvernements qui se sont succédé à Rome ont cherché à tirer le maximum de profit des contradictions créées par les solutions données aux problèmes sortis de la dernière guerre. Le gouvernement des chemises noires n'a fait que poursuivre cette politique de classe de la bourgeoisie italienne, cherchant à tirer les plus grands avantages soit des contradictions entre les pays impérialistes vaincus (Allemagne, Autriche, Hongrie) et les pays qui ont dicté les traités de « paix » (France, Angleterre) ; soit des contradictions de classe opposant l'Union Soviétique à tout le monde capitaliste.

Les attitudes adoptées par le gouvernement de Rome à la Conférence navale de Londres et aux conférences de soi-disant « désarmement », ont fait beaucoup écrire sur la tendance de la Rome fasciste à un bloc centro-oriental avec l'Allemagne, la Russie, la Turquie et les autres puissances plus petites étranglées par les traités de « paix ». Bien sûr que les aspirations de la bourgeoisie italienne auraient l'air de justifier [illegible] d'un tel bloc. Mais dans cette perspective on ne tient pas compte des obstacles qui s'y opposent : en premier lieu la présence de l'Union Soviétique, puissance prolétarienne, dont la tâche historique est de transformer toute guerre impérialiste en guerre civile pour le succès de la dictature prolétarienne dans le monde entier. Par conséquent, « bloquer » avec la Russie Soviétique, et par suite pour le succès des armées prolétariennes, signifierait en cas de guerre pour l'Italie capitaliste « bloquer » pour sa propre destruction. Le compromis de la collaboration économique-commerciale entre un pays impérialiste et la Russie Soviétique est imposé par les rapports de force existant entre les pays impérialistes dans leur ensemble et individuellement, et l'Etat socialiste. Ce compromis est possible, et il dure suivant les modifications qui se produisent dans l'équilibre actuel. Le jour de la rupture de cet équilibre, les forces se rangeront sur une ligne de classe. Et la place de l'Italie (si elle est encore capitaliste) sera avec les ennemis du prolétariat. Un autre obstacle à la participation de l'Italie à un « bloc centro-oriental » est indiqué, comme nous avons vu, par la « dépendance » de l'Italie à l'égard des grands pays impérialistes par suite du manque de matières premières, de capitaux et d'une économie suffisant aux besoins du pays. Donc, sans cesser de manœuvrer pour s'assurer les plus grands avantages contre ses propres rivaux (l'impérialisme français surtout), l'impérialisme italien ne peut avoir qu'une politique dépendante des grandes puissances impérialistes.

L'accord de Rome entre la démocratie française, le fascisme italien et le travaillisme anglais, porte avant tout cette empreinte de classe : sans rien atténuer à la course aux armements de ces impérialismes rivaux — comme les budgets militaires le montrent — et au travail fébrile pour « l'équipement national » de chacun des trois pays, il représente un pas sur la voie du rétablissement de la « triple entente » pour s'assurer, pendant que la crise capitaliste s'aggrave, la direction de la préparation de la guerre contre l'U.R.S.S. Pour cette raison, il faut condamner une fois de plus toute manœuvre de la diplomatie soviétique tendant à remplacer la politique ouverte, devant les masses, par le compromis obtenu dans les coulisses.

Le seul allié durable et naturel sur lequel la Russie soviétique peut s'appuyer est le prolétariat international. La politique intérieure de l'U.R.S.S. comme sa politique étrangère ne peut être qu'une politique de classe.

La lutte contre l'imposture pacifiste, la lutte contre le réformisme ainsi que contre le pacifisme, colonne et garde du corps du capitalisme, la lutte pour la défense de l'U.R.S.S. et pour la paix ne peuvent être efficacement menés si, à sa base, on ne place pas une nette politique de classe prolétarienne.

Féroci.

EN GRANDE BRETAGNE

Tragique situation des travailleurs

Londres, 5 mars.

Le trait saillant de la situation politique actuelle de l'Angleterre consiste dans le fait que la classe laborieuse, se ressaisissant après la défaite écrasante de la grève générale de 1926 — s'oriente vers la lutte.

Ce qui est tragique dans cette situation, c'est que la classe ouvrière manque de direction révolutionnaire. Le Parti Communiste britannique qui, lors de sa création après la guerre, éveilla tant d'espoirs, est faible et incapable avec sa direction actuelle d'accomplir les tâches qui justifient son existence — c'est-à-dire de diriger les ouvriers dans leur lutte gigantesque pour le renversement du capitalisme et pour l'établissement de la dictature du prolétariat.

Les faits de la situation politique de l'Angleterre sont simples. Le deuxième gouvernement travailliste a échoué aux yeux de tout ouvrier ayant le moindre esprit politique. Même la phraséologie socialiste de ses ministres a été mise de côté et il soutient tout à fait ouvertement la reconstruction du capitalisme au prix de sacrifices toujours répétés imposés aux ouvriers anglais et à la masse des esclaves de l'Empire.

De tous côtés les patrons se préparent à récolter les avantages de leur alliance avec le Gouvernement qui, élu par les ouvriers, tend ses bras à leurs ennemis.

Parmi les mineurs, de larges couches ont déjà été attaquées. La réduction des salaires des autres, le prolongement des heures de travail et des conditions encore pire — tout cela n'est qu'une question de temps. Les mineurs anglais sont divisés — dans ces conditions il est facile de les forcer à la soumission.

Un demi-million d'ouvriers du textile ont remporté une victoire temporaire, mais une nouvelle bataille n'est que remise — les patrons arrêtèrent la lutte dans le seul but de ne pas perdre le profit d'un grand afflux de commandes étrangères arrivées au cours d'une vague de « prospérité » qui sera certainement de courte durée.

Un million de cheminots, le même nombre d'ouvriers du bâtiment, des centaines de milliers de mécaniciens — autrefois l'aristocratie parmi les travailleurs britanniques — et pratiquement les ouvriers de toutes les autres industries de base et industries auxiliaires, sont menacés d'une façon générale de subir une réduction de leur niveau de vie. Même les fonctionnaires d'Etat et les employés salariés des grandes organisations commerciales sont menacés.

Seuls les hauts salaires de la police et la paye de la force armée ne craignent rien.

Et les ouvriers répondent par de nombreux signes de dégoût envers le gouvernement travailliste et de haine contre le système économique qui les condamne à l'esclavage salarié.

Sir Oswald Mosley et d'autres députés travaillistes ont quitté le Parti travailliste en réponse à ces signes. Ces hommes, ainsi que Sir Charles Trevelyan, ex-ministre de l'Education, se sont rendu compte que ceux qui soutiennent le gouvernement travailliste ne peuvent plus dorénavant avoir la confiance des masses des éléments avancés envers les trade-unions et le Parti travailliste.

C'est peut-être là le plus grand danger qui ait jamais menacé les ouvriers anglais. En quittant le gouvernement travailliste du capitalisme, Moseley et Cie ont aussi abandonné le socialisme.

Ils marchent avec précipitation dans la voie qui fut celle de Mussolini. Le programme qu'ils offrent aux ouvriers dégoûtés par le Labour Party et le gouvernement est un programme de réaction fasciste — un programme de réhabilitation du capitalisme par une dictature d'extrême-droite.

C'est une chose vraiment tragique, qu'au moment où la majorité des ouvriers commencent à détester la social-démocratie et toute son œuvre, il n'y ait pas de parti ayant les moyens de nourrir cette haine et de la diriger dans le sens de la révolution sociale.

De même qu'en Allemagne des millions d'ouvriers se sont tournés vers Hitler par désespoir et par ignorance, il existe un danger extrêmement grand que des millions d'ouvriers anglais aillent vers le fascisme sous sa forme britannique.

Pourquoi ?... Simplement parce que le Parti communiste anglais qui, sous une bonne direction pourrait à présent conduire les masses vers la révolution, n'est qu'une organisation squelettique, ayant moins de 500 membres actifs, dominés par des fous criminels.

Nous n'avons pas la place dans cet article, de faire le compte-rendu des nombreuses bêtises de la direction anglaise. Pour l'instant, qu'il suffise de dire qu'elles ont été pareilles à celles qui ont retardé le mouvement révolutionnaire en France, en Allemagne et une série d'autres pays.

Laissez-moi conclure sur une note optimiste. Même à présent la mauvaise situation peut être réparée. Des milliers, des dizaines de milliers de bons camarades qui dans les dix dernières années ont quitté le Parti et ses organisations par dégoût et par désespoir peuvent être repris et entraînés à la lutte. Des dizaines de milliers d'autres qui ont ou qui sont en train de perdre leurs illusions par les actes des chefs labouristes, peuvent être convertis au communisme et recrutés pour la lutte.

Mais il faut leur offrir un simple programme d'action en parfaite conformité avec la situation réelle du pays.

Dans ce sens on est en train de tenter quelque chose. Bientôt, nous espérons en Angleterre faire pour les camarades de France et d'ailleurs un rapport bien que modeste au début — de quelque chose d'Accompli.

Spartacus.

COLLABORATION FRANCO-ANAMITE

Larbins de l'impérialisme français

Bui-quang-chieu, bourgeois intellectuel, chef du parti constitutionnniste indochinois, parti sans programme, ayant peu de membres actifs, mais qui cependant trouve presque un peu partout des membres non inscrits, des membres tacites, ce Bui-quang-chieu, depuis des années s'évertue à demander, à implorer la collaboration franco-annamite. Quand elle se sentait dans toute son assiette ferme, la France colonialiste refusait, et même condamnait cette formule de politique effectivement désavantageuse pour elle, car, comment consentirait-elle à partager ses butins avec n'importe qui ? Avec la bourgeoisie indigène, moins qu'avec d'autres. En effet, partager ses butins à la bourgeoisie indigène, ce serait enrichir celle-ci et par conséquent la rendre puissante, lui donner ainsi la force d'entraver l'œuvre de la colonisation. Ainsi la France colonialiste écartait la bourgeoisie indigène de l'arène politique, tout en en faisant des serviteurs qui assurent la bonne marche de tout le formidable appareil politique gouvernemental.

La France colonialiste, d'autre part, manifeste — du moins avait manifesté — l'intention d'éliminer un autre facteur, pas aussi important que la bourgeoisie, mais tout de même assez gênant, c'est la féodalité représentée en l'espèce d'une poupée de roi. Toujours pour avoir sa part entière. Aussi à la mort de l'empereur Khai Dinh, en 1926, s'est-elle empressée d'ôter au pouvoir impérial (?), toutes les fonctions administratives, lui laissant seulement le pouvoir des rites, c'est-à-dire de célébrer les fêtes. Le rottelet Bao-Dai, qui est actuellement en France, de par cette modification, est réduit à néant.

La bourgeoisie indigène écartée, le trône impérial éliminé, la France impérialiste reste maître souverain de cette riche Indochine où elle puise d'immenses matières premières et où elle trouve un débouché très important. Que la bourgeoisie indigène, en l'espèce Bui-quang-chieu à Saigon et de Pham-Quynh à Hanoï, hurle sur tous les tons, l'impérialisme français reste impassible, tandis que la Cour d'Annam, en l'espèce du régent Ton That Han se prosterne jusqu'à terre comme d'habitude devant n'importe quel résident (pas même supérieur).

L'écluse de la Révolution annamite s'ouvre cependant, laissant s'échapper une énergie emmagasinée depuis près d'un siècle de misère affreuse, causée par l'exploitation outrancière de l'impérialisme étranger. Celui-ci se sent maintenant en danger. Et c'est à cette heure d'angoisse qu'il se tourne désespérément vers ses acolytes méprisés, au temps de sa sécurité. Nous voulons parler de la bourgeoisie et de la féodalité, qui ne demandent pas mieux que de servir leur maître commun.

Bui-quang-Chieu n'a-t-il pas proposé à l'impérialisme français le gaz lacrymogène pour disperser les manifestants, ce qui lui a valu le saccage de son bureau de rédaction. Ces derniers temps, il écrit encore dans sa feuille ignoble, à propos des allocations aux familles des manifestants tués, assassinés par l'impérialisme, et après avoir pris soin de condamner les communistes et le communisme, en termes provoquants, il ajoute qu'il « ne condamne jamais les principes du Gouvernement, en cette circonstances moins qu'en toutes autres ». Là bas, au Tonkin, Pham Quynh, encore un bourgeois intellectuel, calibre Bui-chang-Chieu, réclame une « constitution » pour son Empereur Bao-Dai. Le malheureux Pham-Quynh, on le sait, flattait d'abord le roi Khai Dinh, le père du roitelet Bao Dai. Mais dans la suite, il l'attaqua irrévérencieusement, car la fonction d'interprète du roi qu'il convoitait, lui avait été refusée, pour on ne sait quel secret. Que maintenant ce Tartuffe Pham Quynh adore Bao Dai, fils de celui dont il s'est moqué naguère, cela est une preuve éclatante que la bourgeoisie intellectuelle manifeste sa volonté, sa nécessité de collaborer avec l'impérialisme, pour lutter contre le peuple révolutionnaire, pressentant que, si son maître protecteur est en péril, elle sera entraînée à sa suite.

Du côté de l'impérialisme français, on ressent le même besoin de collaboration. Déjà on ouvre le barreau aux avocats annamites, on promet des réformes « très larges et très sérieuses ». Un autre fait significatif, c'est qu'on promet de donner à Bao Dai, une constitution d'après le traité de 1884, c'est-à-dire qu'on va lui restituer toutes les fonctions enlevées sur le cadavre de son père. Pasquier a affirmé qu'en 1932, Bao Daï exercera son pouvoir avec cette Constitution, que la France s'engage à lui assurer parfaitement.

Nous voyons donc l'intention nette de l'impérialisme français et de la bourgeoisie indigène de faire front unique, contre un même ennemi, la Révolution, le communisme. Les réformes promises, la création de la Maison indochinoise à la Cité Universitaire, l'ouverture du barreau aux Annamites, sont autant d'appât pour recruter les fidèles, car ceux-ci se trouvent chez les bourgeois et les intellectuels. Dans **La lutte de classes** (n° 20 du mois d'avril 1930) Minh Kim a étudié clairement la position de cette classe intermédiaire, entre l'impérialisme et le peuple indigène.

Aujourd'hui un exemple caractéristique s'ajoute aux quelques-uns dont le camarade Minh Kim s'est contenté. Il s'agit des étudiants bourgeois annamites de Bordeaux. Ceux-ci à l'occasion du Nouvel An annamite (samedi 14 février 1931) donnèrent à Bordeaux, un bal somptueux, placé sous la **présidence d'honneur** de Bao Dai, leur « empereur d'Annam ». Ainsi, ils reconnurent, avec l'impérialisme, le droit divin de ce roi fantoche, assassin, complice de la France colonialiste, dont il est un valet doré. C'est manifestement l'instinct de classe qui pousse ces étudiants bourgeois à cette manifestation solennelle du front unique impérialisme-féodalité-bourgeoisie.

Les Indochinois révolutionnaires de Bordeaux, comme de la France entière, ne permettent pas que cette coalition trompe l'opinion du prolétariat français et mondial. Aussi ont-ils manifesté et distribué des tracts.

EN GRÈCE

L'opposition à l'épreuve

Le camarade Giotopoulos est détenu préventivement et inculpé de haute trahison.

Le camarade D. Giolopoulos a été amené devant le juge d'instruction du 2e secteur pour répondre sur l'accusation prononcée contre lui, « de haute trahison ».

Répondant au réquisitoire, Giotopoulos a déclaré :

« Je suis membre de l'organisation communiste des bolcheviks léninistes (Archiomarxiste) dont j'accepte les principes et le programme.

« L'organisation, à laquelle je participe, travaille à la tête des luttes de la classe ouvrière et de tous les opprimés pour leur libération. Les principes de notre organisation sont les principes du marxisme révolutionnaire. Ces principes nous imposent, en luttant pour la conquête du pouvoir politique et pour le triomphe de la Révolution prolétarienne, à nous trouver à la tête des luttes quotidiennes des opprimés pour leurs revendications politiques et économiques.

« Les poursuites du régime bourgeois contre nous sont dues à ces luttes. »

LA VÉRITÉ
45, boulevard de la Villette, 45
PARIS — Xe
ABONNEMENTS :
France et Colonies :
6 mois : 13 fr. — 1 an : 25 fr.
Abonnement à l'essai : 3 mois : 5 fr.
Etranger :
6 mois : 20 fr. — 1 an : 35 fr.
(Chèque postal : P. Frank 136-855

Les socialistes et la police bourgeoise

(*Suite de la 1re page*)

c'est-à-dire aux bons rapports avec le pouvoir bourgeois, a répondu par les bouches cyniques de Fiancette, Levillain, Henri Sellier. « *A Bordeaux, à Lille, ailleurs, nos assemblées municipales ne votent-elles pas le budget de la police ?* » et puis « *Si nous étions au pouvoir, nous aurions aussi une police qui serait guère différente de celle que nous subissons.* » Non, quand la bourgeoisie usera d'un ministère socialiste, la police ne sera pas différente de celle que les ouvriers subissent à Lille, Bordeaux et Paris sous forme de coups de matraque et d'assommades, et que Fiancette *subit* sous forme des bons offices passés, présents et futurs de Benoist et de Chiappe. La police de l'état bourgeois défendra toujours — avec les moyens dont dispose la minorité pour imposer sa volonté à la majorité — la propriété capitaliste et le pouvoir bourgeois contre les ouvriers. Sous un ministère socialiste, la bourgeoisie continuera à user de la police, de l'armée et du ministère socialiste pour maintenir sa domination sur les exploités. Le ministre social-démocrate Mac Donald a chargé les fusils anglais de l'Inde. Le préfet socialiste Zoergiebel a commandé le feu qui a ensanglanté le pavé de Berlin. Ce ne sera pas pour « *faire autre chose* » que les commissaires de police reçus dans les rangs socialistes préparent la voie aux chefs socialistes qui deviendront préfets de police.

Après qu'un vote d'enterrement ait sanctionné le dialogue de la conférence administrative (« *L'unité est notre bien, sachons la préserver* ». Fiancette) le *Populaire* eut l'imprudence d'accrocher sur cette question épineuse le protecteur attitré de Chiappe, Malvy. La langue va où la bouche blesse.

Le *Populaire* s'attira une lettre, qu'il dut publier et qu'il ne se hasarda pas à commenter, où Malvy mettait le nez de Léon Blum dans le vote de la fraction municipale socialiste sur les crédits de police et précisait qu'une augmentation d'un million des crédits de police avait été votée sur l'initiative de deux membres du parti socialiste, Bouisson et Tasso *régulièrement mandatés*, et, qu'au surplus, « *mon ami Bouisson ne se cachait pas pour déclarer que, s'il n'avait pas été retenu au fauteuil, il aurait lui-même plaidé la cause de la police marseillaise et son renforcement.* » Ce qui n'étonne pas de la part de ceux qui doublent la police bourgeoise d'équipes d'assassins recrutés dans les bas-fonds, meurtriers salariés d'ouvriers communistes.

Ainsi s'étale, sans équivoque, la politique du parti qu'illustre la fédération socialiste du Tonkin, la protagoniste d'une répression impitoyable pour rétablir « *l'ordre et la paix* » en Indochine.

C'est la tâche du parti communiste de la démasquer, d'en faire comprendre le rôle aux ouvriers qui pâtissent aujourd'hui des brutalités de la police, et contre qui se tourneront demain les armes fournies au pouvoir ennemi. Si l'activité du parti communiste étendait fortement son influence dans les rangs ouvriers, la pression ouvrière s'exercerait contre les chefs socialistes. Et surtout la gauche socialiste n'aurait pas la liberté de manœuvre qui lui permet de canaliser par sa critique inoffensive, par son opposition complice, la réaction ouvrière.

La diminution de l'influence communiste, dont la bureaucratie stalinienne est responsable par sa politique funeste dans les luttes ouvrières rend plus facile la manœuvre conjointe de Fiancette et de Zyromski pour trahir et tromper les ouvriers. Semard consacre un article à la politique de police des chefs socialistes. Il n'y écrit pas une fois le nom de « *social-fasciste* ». Est-ce que cela veut dire qu'il a renoncé enfin à la théorie grossière du *social-fascisme* qui empêchait de faire comprendre aux ouvriers, et aux ouvriers socialistes, le rôle d'agent de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, joué par le parti socialiste ? S'il y a enfin renoncé, il faut le dire. Et il faut commencer à éclairer les ouvriers sur le rôle de consolidation du pouvoir bourgeois joué par le réformisme, pour réaliser le front unique des ouvriers matraqués contre le front uni des matraqueurs.

De Prinkipo...

Nous avons déjà informé nos lecteurs de la véracité des dépêches de presse annonçant l'incendie de l'habitation du camarade Trotsky à Prinkipo.

Les nouvelles que nous avons reçues depuis, confirment que tous les objets personnels ainsi que les instruments de travail ont été détruits. Seuls les manuscrits et les archives les plus importantes ont été sauvés.

Il n'est pas possible d'indiquer dans quelle mesure l'incendie est dû à un attentat. Nous n'excluons nullement cette hypothèse, car nous savons que la bureaucratie stalinienne ne recule devant aucun moyen pour réprimer l'opposition de gauche et brimer son dirigeant Trotsky.

Le camarade Trotsky a été exilé d'U. R. S. S., et empêché de se rendre ailleurs qu'en Turquie, grâce aux intrigues de Staline avec la diplomatie capitaliste internationale, trop heureuse de lui rendre ce service. Les conditions matérielles de l'existence y sont très difficiles, et précisément en cas d'incendie, presque tout secours était rendu impossible.

L'*Humanité* s'est naturellement distinguée par ses dépêches cyniques sur cet accident, au même moment où elle faisait une publicité aux déclarations mensongères des menchéviks accusés à Moscou, sur leur prétendu soutien à l'opposition « trotskyste ».

La solidarité internationale de l'opposition s'est aussitôt réalisée autour du camarade Trotsky. Nos organisations se préoccupent de reconstituer bibliothèque et instruments de travail disparus. Rien ne doit être négligé dans ce domaine.

Notes d'un journaliste

par Alfa

A QUI EST CE PHONOGRAPHE ?

Un certain S. Gorsky, ancien oppositionnel de gauche, s'est repenti l'été dernier. Nous ne contestons à personne le droit de se repentir, ni celui de répandre ses larmes et autres produits sur son propre visage. Nous ne sommes pas non plus enclins à nous montrer difficiles sur la forme du repentir, parce que la loi de l'esthétique (ainsi que de l'anti-esthétique) exige que la forme corresponde au contenu. Mais nous croyons, néanmoins, qu'il existe des limites devant lesquelles s'arrête la bassesse multipliée par la légèreté. Il s'avère que S. Gorsky s'est ingénié à dépasser toutes les limites. Il ne s'agit pas évidemment de l'affirmation que « Trotsky effraie au moyen des rythmes insupportables de l'industrialisation », ni de la comparaison faite par Gorsky à ce sujet entre Trotsky et Groman, Groman et les saboteurs. Ici, Gorsky reste encore entièrement dans les limites du rite officiel. Ce n'est qu'après l'avoir pratiqué à fond que Gorsky apporte dans son repentir une note particulièrement individuelle, en entraînant dans l'affaire le Dnieprostroï (la construction hydro-électrique du Dnieper. N. du T.), contre lequel lutta Trotsky et que Staline sauva. Grosky termine son article par les paroles suivantes : « Ceux qui considéraient le Dnieprostroï comme un « phonographe » dansent sur leur propre tombeau politique. Hélas, sous les sons de leur musique, je dansais jadis moi-même. S. Gorsky. » (« Za Industrializatsiu », n° 2344).

Qu'y a-t-il ? C'est incroyable ! On ne croit pas ses propres yeux. En 1925-26, Trotsky était le président de la commission gouvernementale du Dnieprostroï.

C'est pour cette raison, en partie, et surtout parce que, dans cette période, régnaient encore de façon absolue chez les sommets les idées de « ligne déclinante » de l'industrialisation, que **tous les membres du Bureau Politique étaient adversaires de la station hydro-électrique du Dnieper.** Au Plenum du C. C. d'avril 1927, dans son fameux discours sur le programme économique dirigé contre le « super-industrialisateur », Trotsky, Staline déclara : « Pour nous, la construction de la station du Dniéper, c'est la même chose que l'achat, pour un moujik, d'un phonographe à la place d'une vache. Les débats furent sténographiés et imprimés, comme tous les autres procès-verbaux des Plenums, dans l'imprimerie du C. C. La phrase de Staline au sujet du phonographe a fait une certaine sensation et elle fut souvent répétée dans les discours et les documents de l'opposition. Cette phrase a fini par courir les rues. Mais, puisque S. Gorsky a décidé de se repentir fermement et sans rien oublier, il a attribué (de lui-même ou sous la dictée de Yaroslavsky ?) la philosophie économique de Staline, y compris sa formule immortelle... à Trotsky. A quoi aboutit-il cependant ? « Ceux qui considéraient le Dnieprostroï comme un phonographe dansent sur leur propre tombeau politique ». Sur leur propre tombeau politique ! Mais, c'est pourtant Staline qui considérait le Dnieprostroï comme un phonographe. Qui alors danse sur sa propre tombe ? Dites ce que vous voulez, mais le repentir de Gorsky est tout à fait douteux. Est-il sincère ? Et, en général, est-ce bien là un repentir ? N'y a-t-il pas là une arrière pensée ? Gorsky n'essaie-t-il pas dans un langage d'Esope de compromettre Staline ? Et sur quoi veille le rédacteur Bogouchevsky qui, pourtant, est expérimenté dans ces choses ? Et que fait Yaroslavsky? Pourquoi n'accorde-t-il pas les violons ? Et, en général, où allons-nous ?

STALINE ET LE KOMINTERN

Pendant sa lutte oppositionnelle, Lominadzé a lancé en circulation les propos que Staline a tenus dans une conversation avec lui : « L'I. C. ne représente rien et elle ne vit que grâce à notre soutien. » Staline, comme d'habitude, a démenti ces propos. Cependant, tous ceux qui connaissent Staline et son attitude envers l'I. C. ne douteront pas un instant que Lominadze a dit vrai.

En disant cela, nous ne voulons pas dire que les paroles de Staline correspondent à la réalité. Tout au contraire. L'I. C. vit *malgré* le soutien de Staline. L'I. C. vit par la force des idées qui sont mises à sa base ; par la force de la tradition d'Octobre; enfin, avant tout, par la force des contradictions capitalistes. Ces facteurs s'avéraient et s'avéreront dans l'avenir, espérons-le, infiniment plus forts que l'entrave bureaucratico-financière que Staline appelle soutien.

Mais l'« aphorisme » que nous citons plus haut exprime, on ne peut mieux, la *véritable* attitude de Staline et C° envers l'I. C. et il complète parfaitement la théorie du socialisme dans un seul pays.

En 1925, quand le cours de la politique des koulaks était à son épanouissement, Staline ne se gênait pas du tout pour exprimer son mépris pour l'I. C. et pour certains chefs de ses sections. Quand Staline, en accord avec Zinoviev, fit au Bureau Politique la proposition d'extraire des archives Maslow et de l'envoyer en Allemagne, Boukharine, qui marchait alors avec Staline et Zinoviev, mais qui n'était pas mis au courant de tous les complots, protesta : « Comment ça, Maslow ?... Vous connaissez très bien cette figure... impossible... etc... » A cela, Staline répondit : « Ils sont tous bénis du même goupillon. Il n'y a pas de révolutionnaires parmi eux. Maslow n'est pas pire que les autres. »

Pendant une délibération au sujet d'une concession, un des membres du Bureau Politique dit : « La céder pour quarante ou pour cinquante ans, il n'y a là aucune différence. Il faut supposer que, jusqu'à cette date, la révolution ne laissera aucune trace des concessionnaires. » — « La Révolution ? réplique Staline. C'est peut-être l'I. C. qui la fera ? Attendez. Elle ne la fera même pas en 90 ans. » Faut-il rappeler, encore une fois les opinions méprisantes qu'a Staline pour les « émigrés », c'est-à-dire pour les bolcheviks qui luttaient dans les partis du prolétariat européen.

Tel était l'esprit général du Bureau Politique. Une attitude hautaine et méprisante pour les communistes européens était signe de bon ton. « Croyez-vous vraiment que les Purcell et les Cook feront la Révolution en Angleterre ? » demandaient les oppositionnels. « Vous croyez peut-être que la révolution sera faite par *vos* communistes britanniques », rétorquait Tomsky.

L'attitude envers les partis communistes d'Orient fut, si possible, encore plus méprisante. Aux communistes chinois on ne demandait qu'une chose : de se taire et de ne pas gêner Tchan-Kaï-Chek dans son travail.

Il n'est pas difficile de se figurer quelle forme savoureuse prenait cette philosophie dans la bouche de Vorochilov qui est bien disposé à toutes sortes de chauvinisme. Dans la séance de la délégation du P.C.R., la veille du plenum de l'Exécutif de l'I.C. de 1926, Vorochilov, avec la compétence qu'on lui connaît, « défendait » Thaelmann, à peu près comme suit : « Où voulez-vous qu'ils en trouvent de meilleurs ? Ils n'ont pas de révolutionnaires. Evidemment, si l'on pouvait leur donner notre Ouglanov, il conduirait leurs affaires tout autrement. Ouglanov serait chez eux un Bebel ». Cette phrase a fait son chemin : Ouglanov en qualité de Bebel communiste en Allemagne ! Autrefois, Vorochilov n'avait, évidemment, pas prévu qu'Ouglanov deviendrait tout simplement un « suppôt des koulaks » et un « agent des saboteurs ». Il est vrai que Vorochilow lui-même ne doute nullement que la politique de 1925 fut la meilleure des politiques.

Nous voyons ainsi que Lominadze n'a rien dit de nouveau. Ses paroles témoignent seulement que l'attitude intime des sommets dirigeants envers l'I.C. n'a pas changé depuis. Et comment pouvait-elle changer ? Le témoignage de Lominadze paraît même pâle et superflu devant le fait que la direction de l'avant-garde prolétarienne internationale est entièrement abandonnée à... Manouilsky, Kussinen et Lozovsky, c'est-à-dire aux gens qu'en U.R.S.S. on ne prend pas et qu'on ne peut pas prendre au sérieux.

Non, l'I.C. ne vit pas du soutien de la bureaucratie stalinienne, mais malgré ce soutiens. Plus vite, elle s'en libérera, et plus vite elle se redressera et s'élèvera à la hauteur de ses tâches historiques.

QUE SE PASSE-T-IL DANS LE P. C. CHINOIS ?

La *Pravda* du 25 décembre 1930 dit : « Le P. C. chinois comptait, en automne 30, environ 200.000 membres. Le Parti a déraciné le reste des idées de Tchen-Dou-Siou, et a anéanti idéologiquement (!) le trotskysme.

Cependant, les circonstances compliquées de la lutte ont suscité ces derniers temps dans le Parti des hésitations à caractère « gauchiste », mi-trotskyste. Une série de dirigeants ouvriers considérant qu'une situation révolutionnaire a mûri à l'échelle internationale, a posé la question de commencer immédiatement la lutte pour le pouvoir sur toute l'échelle nationale, tout en ignorant la nécessité du raffermissement du pouvoir soviétique dans les régions occupées par l'armée rouge. En parlant d'une telle appréciation, ils considéraient comme possible de cesser la lutte économique prolétarienne et de liquider les syndicats révolutionnaires ».

Ces lignes donnent une idée du chaos qui règne dans l'esprit des dirigeants officiels du P. C. chinois. Ils ont anéanti « idéologiquement » le trotskysme, — cela va de soi — mais immédiatement après cet anéantissement surgissent des hésitations « de caractère mi-trotskyste ». Pareille chose s'est produite plus d'une fois déjà. Ces hésitations ont même surgi parmi « une série de dirigeants ». Cela est bien connu également.

Mais en quoi consistent donc ces nouvelles hésitations mi-trotskystes ? Il s'avère que c'est tout d'abord dans la revendication « de commencer immédiatement la lutte pour le pouvoir sur toute l'échelle internationale ». Mais l'opposition de gauche, n'est-ce pas, à partir de l'automne 27 exigeait tout le contraire : retirer le mot d'ordre d'une révolte armée, comme mot d'ordre actuel. Aujourd'hui même, nos camarades Chinois posent à l'ordre du jour non pas une révolte armée, mais une révolution de masse autour des revendications sociales du prolétariat et de la paysannerie, ainsi que les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire non pas des expériences aventuristes à la campagne, mais la construction de syndicats et du Parti ! Si la *Pravda* ne calomnie pas (ce qui est fort vraisemblable), si la nouvelle opposition revendique effectivement « de cesser la lutte économique des ouvriers et de liquider les syndicats », alors cela est directement opposé à ce que propose l'opposition de gauche (bolcheviks-léninistes).

Nous lisons plus loin que la nouvelle opposition « ignore la nécessité du raffermissement du pouvoir soviétique ». Au lieu d'un tel « raffermissement », elle demande soi-disant la révolte à l'échelle nationale. Là aussi, il n'y a rien de commun avec la position des bolcheviks-léninistes. Si l'on considère « l'Armée rouge » chinoise comme arme de révolte prolétarienne, alors les communistes chinois doivent être guidés par la loi générale de tout soulèvement révolutionnaire. Prendre l'offensive, élargir le territoire, s'emparer des centres vitaux du pays. Sans cela toute révolte révolutionnaire est sans espoir. Le piétinement et la défensive au lieu de l'offensive signifient la défaite. Dans ce sens, la nouvelle opposition, si ses points de vue sont exactement reproduits, est plus conséquente que les staliniens, qui pensent que l'on peut conserver pour des années, dans des régions paysannes, le « pouvoir soviétique », ou que ce pouvoir soviétique peut se transporter d'un endroit à un autre dans les convois des détachements de partisans, dénommés « Armée rouge ». Mais ni le premier point de vue, ni le second, ne ressemblent au nôtre. Tous les deux découlent d'un point de départ faux. Ils renoncent à la théorie de classe du pouvoir soviétique. Ils dissolvent la révolution en révoltes paysannes provinciales, en y liant, d'une manière aventuriste, le sort tout entier du P. C. chinois.

Que représente ce dernier ? Nous apprenons par cet article que « le P. C. comptait vers l'automne 1930 environ 200.000 membres ». Ce chiffre est fourni sans aucune explication. Cependant, l'année passée, le P. C. chinois ne comptait pas plus de 6 à 7.000 membres. Si cette croissance gigantesque du Parti pendant cette dernière année est un fait réel, alors cela devait être le symptôme d'un changement radical dans la situation, en faveur de la révolution. 200.000 membres ! Si en réalité, le Parti contenait 50, 40 ou même 20.000 ouvriers, ayant fait l'expérience de la 2e révolution chinoise et compris ses leçons, nous aurions dit : c'est une force formidable, invincible, avec de tels cadres on peut refondre la Chine. Mais nous aurions demandé en même temps : Ces 20.000 ouvriers sont-ils membres des syndicats ? Quel travail y mènent-ils ? est-ce que leur influence s'accroît ? lient-ils les organisations avec la masse inorganisée et avec la périphérie campagnarde ? et sous quels mots d'ordre ?

Mais voilà justement, la direction de l'I. C. fait quelque chose, et elle induit en erreur l'avant-garde prolétarienne. On peut être certain que la part du lion, sur ces 200.000 — disons de 90 à 95 % — revient aux régions où les détachements de l'« Armée rouge » mènent leur action. Il suffit de se représenter un peu la psychologie politique des détachements paysans, et les conditions dans lesquelles ils agissent, pour que le tableau politique soit clair : les partisans, il faut bien le penser, s'inscrivent presque tous au Parti, et après eux entrent au Parti les paysans des régions occupées par les rouges. Le Parti chinois, ainsi que l'« Armée rouge », ainsi que le « pouvoir soviétique », a abandonné les rails prolétariens et s'est dirigé vers les chemins vicinaux et les campagnes.

A la recherche de l'issue de l'impasse, la

Le Front Ouvrier

LA GRÈVE GÉNÉRALE DES MINEURS

Pour un véritable front unique

C'est le 16 mars que doit se déclancher la grève générale des mineurs français. Ainsi en a décidé le bureau fédéral unitaire élargi où siège notre très présomptueux secrétaire général du parti.

On connaît l'enjeu de la bataille qui doit s'engager. Les Compagnies houillères, après avoir réussi dans la Loire et dans quelques autres petits bassins, s'attaquent maintenant au gros morceau. Pour le 15 mars, elles ont dénoncé la Convention qui régissait les salaires dans le Nord et le Pas-de-Calais. Si elles réussissent dans ce grand bassin, les barons du sous-sol n'auront plus aucune difficulté pour imposer leurs conditions dans tous les autres bassins.

Dans les bassins de petite importance, les militants ont déclaré : « Impossible de résister sans grève nationale. » Et « comme il ne fallait pas compter sur le Nord et le Pas-de-Calais aussi longtemps que les salaires n'y seraient pas diminués », le bureau fédéral des mineurs — y compris notre pulvérisateur de « trotskystes », Thorez — a reculé devant chaque attaque partielle en mettant les responsabilités tantôt sur ceux-ci tantôt sur ceux-là.

Maintenant que les salaires sont menacés dans le Nord, — quelle belle aubaine — les dirigeants infaillibles ne devront plus reculer et ils pourront ordonner la résistance par la grève générale. La convention des salaires dans la région du Nord, est dénoncée pour le 15 mars ; rien de plus simple : on décrète la grève générale des mineurs pour le 16 mars sans se soucier le moins du monde du rapport des forces et des moyens à employer pour entraîner l'énorme masse des mineurs confédérés et inorganisés dans la lutte. Rien que dans la région du Nord, il y a plus de 30.000 mineurs au syndicat réformiste, des dizaines de milliers d'inorganisés et en face de cela un syndicat unitaire avec 4.000 adhérents tout au plus.

Comment ces 4.000 ouvriers unitaires pourront-ils entraîner leurs camarades de travail ? Comment et sur quelle base la lutte commune est-elle possible ?

Quelles propositions la Fédération unitaire a-t-elle faites à l'organisation réformiste, propositions que le mineur unitaire pourrait défendrée et expliquer à l'ouvrier confédéré ? Autant de questions dont Thorez et ses amis du bureau fédéral unitaire se fichent royalement.

Une chose est simple et compte seulement pour ces gens : « on veut diminuer les salaires dans le plus gros bassin à partir du 15 mars, donc décidons la grève générale pour le lendemain. »

Devant l'offensive des Compagnies houillères, nos dirigeants, fédéraux et confédéraux ont sauté de l'opportunisme le plus avéré dans l'aventurisme bureaucratique le plus fou.

Nous le déclarons nettement ; nos « chefs » irresponsables préparent pour le 16 mars, avec une légèreté criminelle, une grève « d'avant-garde », qui ne peut que nuire à la résistance ouvrière, porter un coup terrible à l'influence unitaire et faciliter la besogne des chefs réformistes. C'est la triste expérience des grandes grèves du Nord de l'année dernière, qui recommence. Mais nous aurons une consolation : comme son compère Bourneton, le grand Thorez pourra dire : « Une fois de plus, les ouvriers ont vu la trahison des réformistes. » Si les ouvriers pouvaient voir et comprendre la trahison réformiste, ce serait fort bien, mais la politique et la tactique des Thorez ne nous laissent rien espérer à ce sujet.

Les staliniens de l'appareil crieront peut-être que nous préconisons le recul, que nous sommes des « capitulards » devant l'offensive patronale, mais ils n'empêcheront pas les camarades de la base de comprendre de plus en plus que Thorez et ses sous-ordres sont des égarés et que c'est notre opposition qui seule indique la voie juste pour guider les luttes ouvrières.

Nous sommes absolument pour la grève générale des mineurs comme moyen de résistance à l'offensive patronale, mais pas à la façon des bureaucrates staliniens qui, comme des aveugles, engagent nos organisations dans les pires aventures.

Dès que l'attaque du Comité des houillères fut amorcée, il fallait avoir comme perspective : la grève générale des mineurs français. Il fallait expliquer cela à tous les ouvriers et les préparer à la lutte dans cet esprit. Au lieu de cela, nos augures staliniens ont reculé dans la Loire comme ailleurs en disant : « C'est la faute au traître Arnaud et à ses amis. » Ils ne sont arrivés à envisager la grève générale que lorsqu'on a voulu s'attaquer aux salaires des mineurs de la région du Nord.

Pour réaliser avec chance de succès la grève générale, il fallait entreprendre une vigoureuse campagne pour le front unique. Nous avons déjà dit qu'il fallait proposer publiquement à la Fédération réformiste et à ses syndicats régionaux la lutte en commun sur les deux revendications principales : 1° contre toute diminution de salaire ; 2° contre la convention de Douai ; pour un véritable congé payé. En même temps nous pourrions dire au mineur confédéré : « Il s'agit de défendre le pain de la femme et des enfants, il faut être d'accord pour la bataille et dans la bataille et y obliger vos chefs qui se contentent de jérémiades dans les salons des ministères.»

Les chefs réformistes menacent de la grève en même temps qu'ils endorment la vigilance ouvrière. Il fallait les mettre au pied du mur en leur proposant un programme d'action et la grève générale comme seul moyen de résistance.

Mais ça, c'est la véritable tactique du front unique : ça c'est faire entrer dans la vie les résolutions léninistes sur le front unique et nos staliniens bornés n'en veulent pas ou en sont incapables.

La grève générale est décidée pour le 16 mars. Les puissantes organisations réformistes diront aux mineurs : « N'écoutez pas les démagogues communistes, nous choisirons notre heure. » Ils seront suivis par la grande masse des mineurs et une fois de plus la politique erronnée de nos stratèges de la 3e période, aura porté ses mauvais fruits.

Albert Cornette.

Le chômage à Toulouse

Le chômage se développe de façon inquiétante. Les chiffres officiels donnent 1.500 chômeurs, mais il y en a certainement plus de 3.000 pour Toulouse seulement, sans compter ceux de toute la région. Les réformistes font tout ce qu'ils peuvent pour diminuer l'ampleur du chômage ; de son côté, la C. G. T. U. n'arrive pas à pénétrer dans la masse des chômeurs.

Le chômage sévit à la papeterie Sirven, où on a renvoyé 800 ouvriers et ouvrières. A la fabrique de chaussures « Soleil », on licencie journellement. Mais c'est surtout à l'O. N. I. A. (office de l'azote) que les conséquences de la crise sont les plus fortes. **Sur un effectif de 2.200 ouvrières, on en a renvoyé jusqu'à présent 1.400, dont tous les étrangers.** Ici, l'on est cependant d'avis qu'il s'agit d'une manœuvre de la direction concernant le contrôle exercé par l'Etat. Un peu partout ailleurs, on licencie.

En face de cette situation grave, la municipalité réformiste qui dépense des millions pour l'installation de cabinets ne trouve pas un sou pour les chômeurs. On chasse les étrangers qui viennent se faire inscrire sur les listes de chômeurs.

La C. G. T. U. n'utilise nullement une situation pareille. Sur intervention du Parti, elle a publié une affiche et lancé un appel pour le 25 février. C'est tout ce qui a été fait pour organiser les chômeurs et les lier aux non-chômeurs. Pour le 25 février, ni meeting, ni démonstration, bien entendu. Il a cependant — et c'est un premier pas — été constitué un Comité de chômeurs de 25 membres, qui n'ont pour la plupart jamais appartenu à une organisation syndicale. La situation est favorable au mouvement révolutionnaire. Il faut que l'opposition aide le Parti à sortir de la situation où il se trouve.

SOUS LE MASQUE DE L'UNITE

Le réformisme des "22"

Dès le début de la campagne des « 22 » pour l'unité syndicale, nous avons caractérisé le rôle nettement contre-révolutionnaire de ce mouvement, qui a pour tâche de sauver le réformisme sous le masque de l'unité ouvrière. Cette caractéristique semblait être exagérée à beaucoup parce que le principal leader des « 22 », Dumoulin, s'était multiplié au début pour démontrer justement partout le néant du réformisme.

Il n'y avait là que la manœuvre savante de tous les social-démocrates de « gauche » qui emploient aux moments décisifs un langage révolutionnaire pour mieux continuer leur travail de trahison, au service de la bourgeoisie.

D'autre part, nous avons indiqué que cette fameuse Charte d'Amiens, qui devait servir de base pour la C.G.T. unifiée, est conçue de façon à faciliter leur tache aux Dumoulin, Zyromski, Digat et Cie. L'article de Dumoulin, dans le « Cri du Peuple » du 4 mars, nous confirme, pleinement, les vues énoncées ci-dessus. Parlant des tâches de la C.G.T., la lutte quotidienne pour l'amélioration du bien-être des travailleurs et pour la disparition du régime actuel, il divise ces tâches en deux parties indépendantes l'une de l'autre, laissant à chacun la liberté de choisir celle qui lui plaît. Aux réformistes, la première partie, aux révolutionnaires, la seconde. Ainsi, la trahison sera consommée plus habilement.

Les syndicalistes qui ont cru à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire sur la base de la Charte d'Amiens en seront pour leur frais. Dumoulin annonce que « la cohabitation de tous sous le même toit fraternel est assurée » puisque « rien n'est exclu, rien n'est proscrit, rien n'est condamné ni rejeté... » Alors, vive la Société des Nations ! vivent les antichambres ministérielles ! puisque... rien n'est exclu ni condamné.

Mais, Dumoulin ne reste pas seulement dans les généralités ; il veut démontrer, contrairement à ce que prétend le jaloux Capocci, qu'il peine non pas pour les 75.000 francs, mais seulement et uniquement pour le bonheur des masses travailleuses. Il y a bientôt une année que la bourgeoisie, aidée par les socialistes et les confédérés, a doté la classe ouvrière de la loi d'escroquerie des Assurances sociales. Elle a raflé, pendant des mois, des millions sur les maigres salaires des ouvriers. Maintenant, pendant la crise, elle refuse tout secours aux ouvriers jetés sur le pavé et, après trois mois de chômage, elle les raye des listes d'assurés. Dans de telles conditions, il est évident que les ouvriers sont plus que jamais contre la loi des Assurances sociales. Mais, Dumoulin écrit : « Tous les reconstructeurs de l'unité syndicale sont disposés à prendre dès maintenant les Assurances sociales comme elles sont ». Voilà qui est clair. Les « reconstructeurs » de l'unité disent aux ouvriers de ne pas lutter et d'accepter la loi comme elle est. Toute la philosophie maligne au moyen de la quelle Dumoulin tente de cacher cet appel à la capitulation, n'y changera rien.

Dire, comme le fait Dumoulin, que « les réformes ne sont pas pour nous une fin, mais un moyen » est peut-être très malin, mais ne prend plus.

Les ouvriers sont déjà assez avertis pour ne pas être trompés par cette manœuvre grossière.

Les communistes ont appris aux ouvriers qu'il faut lutter avec des méthodes révolutionnaires pour arracher des réformes et qu'il faut les lier au but final. Les « reconstructeurs » qui servent la bourgeoisie veulent l'adaptation dans les cadres des lois existantes. Leur « reconstitution », c'est la reconstitution du réformisme; leur « unité », c'est l'unité avec la bourgeoisie.

Envoie ce jour même ton abonnement

DANS LE CENTRE

Le Congrès de la 27e U. R.

La 27e U. R. a tenu son congrès annuel le dimanche 1er mars à Bourges. Malgré une importante représentation des syndicats, 80 délégués pour 90 syndicats environ, le congrès a reflété dans ses débats l'extrême faiblesse tant sur le terrain politique que sur le terrain organisatoire de l'union régionale.

Sans les interventions nombreuses des deux minorités du C.I.S. et surtout de l'O.U. sur le rapport d'activité, sur l'unité syndicale, sur les revendications pratiques et le chômage, aucun débat n'aurait pu avoir lieu ; les délégués se seraient contentés d'enregistrer les rapports du secrétariat et puis ils s'en seraient retournés, aussi perplexes et indécis qu'à leur arrivée.

Le rapport d'activité laissait prévoir l'orientation des débats. Passons rapidement sur l'aspect politique : la majorité confédérale avait prévu la crise, l'affaire du « torgprom » montre que la guerre est plus imminente que jamais, etc., etc... Toutes les ritournelles majoritaires s'y trouvent mais à une échelle si microscopique qu'elles baignent comme des cheveux dans la soupe. Mais voyons plutôt ce qu'il y avait dans la soupe régionale, bien maigre hélas ! D'un bout à l'autre le rapport d'activité était un compte rendu de non activité. Il se taisait justement sur les conflits qui, par leur extension, intéressaient l'expérience syndicale, comme, par exemple, les grèves de la céramique. L'autocritique est un mot solennel derrière lequel on se replie pour repousser avec mépris toute opposition, mais jamais l'autocritique ne trouve sérieusement à s'appliquer. Je n'en veux pour preuve que le silence de la direction régionale sur les grèves de la céramique. Si nous passons aux autres domaines d' « activité », le bilan se chiffre à zéro. **Rien** dans l'organisation des chômeurs, **rien** dans la lutte contre la cotisation ouvrière des A. S. et la formation des caisses primaires, **rien** dans le travail des ouvriers agricoles si nombreux dans la région, **rien** pour la défense de la M.O.E., **rien** pour la protection de la **M.O.F.**, si ce n'est des plaisanteries ridicules sur l'éducation des épouses par leurs maris (sic). (Vive le syndicalisme !)

Si un peu de travail a été fait chez les agricoles, chez les bûcherons surtout, il est le fait de l'initiative personnelle des militants des U.L. ou de la Fédération de l'Agriculture, mais la région semble l'ignorer superbement.

Ce rapport d' « activité » a été adopté par 75 mandats contre 3 à l'O.U. et 5 au C.I.S. après une discussion où j'intervins pour expliquer la position de l'O.U. Coffin, de l'enseignement du Cher, parla pour le C.I.S. Quant à Pauliac, qui représentait la C.G.T.U., il constata l'inertie complète des délégués de la majorité dans la discussion. La direction régionale avoue pour 1930 une perte de 1.500 adhérents environ sur 12.000 syndiqués. En fait, elle est plutôt supérieure, car si on retire les 4.000 timbres que la grève de la céramique a enlevés, il y a une perte sèche de 14.000 timbres pour 1929, et de 28.000 timbres sur 1928, et le chômage est trop récent pour qu'on puisse le rendre responsable de ce déficit.

Le rapport d'activité n'avait rien dit de l'unité syndicale ; et pour cause ! Le C.C. du P.C. ne s'étant pas encore prononcé, les dirigeants régionaux qui n'ont sans doute pas d'opinions personnelles, ne savaient pas quoi dire. Heureusement pour la Région, la C.E. de la C.G.T.U. venait de lancer ses deux manifestes d'ailleurs très différents sinon contradictoires, et une discussion put s'engager. Coffin s'empressa de dire qu'il repoussait la charte d'Amiens comme condition de la C.G.T. unique, mais ce qu'il ne repousse pas c'est la mystique de l'unité si bien défendue, dans une langue imagée par le mystique Beauvois. Les majoritaires présents, en particulier Buvat, ont protesté de l'esprit sincère d'unité qui a **toujours** animé la C.G.T.U. C'était trop drôle ! Mais je dois dire qu'ils n'ont pas ajouté grand' chose à la critique faite par moi de la charte d'Amiens, et du rôle du parti socialiste dans l'affaire des 22. Quant à Coffin, que lui importe les combinaisons du P.S., ce sont là des politicailleries qu'un syndicaliste « pur » ne peut que dédaigner dans son inflexible « logique » !

Mais ce qui m'a paru mesurer l'abîme où gisent les syndicats unitaires, ce n'est point la perte d'effectifs, si grave soit-elle, c'est la discussion des revendications pratiques à opposer au patronat.

Qu'est-ce que la majorité a apporté de précis et de pratique pour la lutte des syndicats ?

Le rapport du camarade Virmot était honnête mais totalement insuffisant. Fait plus grave, il restait dans le domaine des généralités que nous connaissons tous, mais il ne donnait de réponse précise ni à la lutte contre la baisse des salaires, ni à la lutte contre le chômage. Ce qui est encore beaucoup plus grave, c'est qu'aucun délégué, aucun responsable des syndicats ne s'est levé pour demander des précisions au moins indispensables. En dehors d'un verrier de Vierzon qui a parlé des conditions hygiéniques déplorables de sa corporation, aucun militant actif n'a semblé s'intéresser à ce qui est sa raison d'être. Je suis intervenu pour qu'on mette en avant le mot d'ordre des secours de chômage, pour qu'on tente l'impossible afin de réaliser le front unique sur une revendication aussi vitale, pour que la C.G.T.U. popularise la journée de 7 heures, non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi dans des couches plus larges de la population.

Le C.I.S. dit qu'on ne peut lutter en période de crise. L'exemple du textile anglais montré qu'on peut lutter victorieusement avec une **organisation solide.** Renforcer les syndicats unitaires squelettiques, ne doit pas être un vœu rituel, mais aujourd'hui plus que jamais la pensée constante des militants. Mais pour cela, à bas la gymnastique révolutionnaire et les perspectives ridicules qui, depuis deux ans surtout, ont décimé le mouvement !

Mais les majoritaires ont fait la preuve tangible du soi-disant intérêt qu'ils prétendent porter au travail pratique. Il a fallu mon intervention expresse, contre l'avis du président qui prétextait l'heure (il était 16 heures) pour que le congrès entende le délégué des métaux de Montluçon, le camarade Laville. Et l'on comprend pourquoi la direction régionale voulait étouffer le débat quand Laville exposa l'isolement et l'incapacité du malheureux syndicat unitaire dans la ville des firmes Dunlop, Saint-Gobain, Châtillon-Commentry, où sévit le chômage partiel (semaine de 4 à 5 jours). A Dunlop, on chasse les ouvriers, et on les réembauche à 25 francs par jour ! La carence de la direction était si nette, que Buvat, de la C. E., demanda timidement si on ne pourrait pas y faire quelques réunions, mais le camarade Laville n'a pas répondu...

Les majoritaires nous traitent d'endormeurs parce que nous ne croyons pas aux vertus de la guerre perpétuellement imminente pour alerter les masses. Nous entendîmes un long rapport sur les dangers de guerre, le travail anti et le sou du soldat; pas un, convaincu de l'imminence des dangers de guerre, ne daigna s'intéresser au travail anti. Je me demande dans cette indifférence générale, où en seront dans un an les caisses du sou du soldat ?

Quant au débat sur les A. S., il était paraît-il trop tard (17 heures), pour qu'on l'aborde !

Les brillants succès que la région (comme la C. G. T. U.) a remportés dans ce domaine, nous laissent sceptiques sur ce que paraît-il, elle veut entreprendre. Le rapport sur les A. S. ne sera probablement qu'un morceau de littérature comme beaucoup d'autres.

Que peut-il sortir d'un tel congrès ? Mal préparé dans des rapports qui n'ont apporté aucune solution, se déroulant dans une atonie générale de la part des délégués **ouvriers**, il est clair que ce Congrès ne leur a rien apporté. Aucun problème **pratique** (si cher en parole à nos majoritaires) n'a été pratiquement étudié à fond. Cette faillite de la direction régionale sur le terrain de la lutte quotidienne n'est que le résultat de la faillite confédérale sur le terrain politique. Sans une bonne orientation politique, sans perspectives claires, la lutte pour les cinq sous ou les congés payés aboutit à des échecs lamentables. Il est inouï qu'il faille répéter de telles choses ; mais le manteau troué des phrases grandiloquentes chères aux Gitton et Monmousseau, cache mal le désordre, l'empirisme à la petite semaine dont se nourrissent malgré eux les syndicats. Un peu moins de « politisation », un peu plus de compréhension, depuis le Bureau Confédéral jusqu'aux U. R., feront mieux leur affaire.

M. Collinet. (Allier)

Le 25 Février dans la région tourangelle

Le 25 février à Tours a ressemblé à ses aînés... Un fiasco. Les dirigeants régionaux n'ont d'ailleurs rien fait pour le préparer. Les 100 0/0 qui dirigent maintenant le syndicat P. O. se sont retranchés derrière le manque de temps pour ne rien faire ! S'il s'était agi de camarades de l'opposition quelle musique aurait-on entendue ! Mais il est vrai qu'après le 25 février il y avait le 4 mars, grand meeting avec Racamond. Hélas ! les nombreuses affiches, les tracts n'ont pas donné de résultats meilleurs. Deux cents auditeurs qui écoutèrent curieusement les deux orateurs qui se firent mutuellement la contradiction sur la crise économique. Le premier, Anglade en est encore à la IIIe période, Racamond lui, a fait le tournant. Peut-être même un peu trop si l'on comprend bien les allusions de Thorez à la Conférence Nationale.

Mais ces échecs manifestes sont devenus dans l'avant-garde des « démonstrations de force et de combativité ». C'est ainsi que l'on prend des vessies pour des lanternes et que l'on va d'échecs en échecs !

REGION DE L'EST

Dans les mines du bassin de Nancy

La situation des mineurs dans le bassin de Nancy n'est pas plus brillante que dans les autres bassins miniers. Le chômage et les diminutions de salaires sont un fait accompli dans presque toutes les usines.

A Pont-Saint-Vincent, à la mine du Bois du Four, on renvoie les trois quarts des ouvriers après les avoir fait chômer un jour par semaine pendant une longue période. A Sexey-aux-Forges, à la mine Sainte-Anne, situation identique : depuis longtemps déjà, les mineurs chôment le samedi et, maintenant, la direction a prévenu les ouvriers qu'elle fermerait ses portes le 1er avril. A Ludres, chômage un jour par semaine. A Messein, la mine des Roches a diminué les salaires de ses ouvriers par deux fois consécutives. A Mâcon-Val-de-Fer, on ne connaît encore pas le chômage, mais, dans certaines contrées de la mine, le manque de matériel roulant entraîne une diminution de salaires.

Résumons donc. Colère et mécontentement des mineurs dans ce coin le plus important du bassin. Malgré cela, on peut dire que la grève générale du 16 mars, a trouvé auprès des mineurs une hostilité profonde. Si on examine les causes de cette hostilité pour l'action, on voit tout de suite que la division des forces ouvrières joue un grand rôle, et ce ne sont pas les mots d'ordre des Comités de lutte tels que les lance le Bureau confédéral qui pourront ramener la confiance dans nos organisations unitaires, cette confiance qui est nécessaire pour conduire les mineurs à la bataille.

Nous avons déjà fait connaissance ici avec les dures réalités en lançant ces mots d'ordre ; pas un ouvrier confédéré n'a répondu à notre appel et notre Comité de lutte a sombré misérablement dans l'indifférence de tous. Vouloir persévérer dans cette voie, c'est mener à l'échec toutes les tentatives de lutte et discréditer l'organisation. Pour l'éviter, il faut que les organisations de base partent à la bataille avec un programme minimum clair et acceptable par tous les mineurs qui réaliseront ainsi leur front unique.

Derrière les dix revendications lancées par la Fédération s'ajoutent encore les revendications locales et régionales à un tel point que les ouvriers se demandent si on ne se moque pas d'eux et ils ne viennent même plus aux réunions. Cela n'empêche pas Perrouault et consorts d'exiger le débrayage des mineurs pour le 16 mars; la Fédération ayant donné l'ordre de grève, il n'y a plus qu'à faire la grève, former immédiatement les piquets de grève, et cela, malgré l'opposition de tous les mineurs (majoritaires compris) à la grève, parce qu'ils se trouvent justement dans une impasse où les ont amenés les bureaucrates de la IIIe Union régionale avec leurs bavardages qui n'ont eu d'autre résultat qu'une perte d'influence pour les Unitaires, et un renforcement pour les réformistes.

Nous pensons que dans la situation actuelle, pour aller à la bataille avec le maximum de chances de succès et pour entraîner la grosse masse des ouvriers mineurs, il est nécessaire de réaliser l'unité d'action avec les organisations de base réformistes sur un programme de revendications minimum compris par la grosse masse des travailleurs du sous-sol.

Nous sommes certains que, dans la lutte commune, les ouvriers réformistes verront où sont leurs véritables défenseurs, ceux qui n'abandonnent pas les revendications dans la lutte, mais ceux qui les arrachent par une véritable action de classe.

PAGET
Mineur de fer.

AVANCES SUR TRAITEMENTS
par la
Banque des Fonctionnaires
33, Rue de Mogador, PARIS (9e)
Conditions les plus avantageuses
DISCRETION ABSOLUE

Tribune de discussion de l'Opposition Unitaire

(Suite du projet de plateforme)

Voir les nos 75 et 76 de la *Vérité*

COLONIES ET M.O.C.

Plus l'impérialisme poursuit la « mise en valeur » et l'utilisation stratégique des colonies, plus il recourt à la M. O. C. dans la métropole, plus il renforce ses mesures de répression contre les peuples opprimés, plus nous devons attacher d'importance au travail parmi les indigènes.

Dans ce domaine comme dans celui de la M. O. E. la fermeté ne doit pas exclure la prudence. Il ne faudrait pas par une intrusion intempestive du P. C. dans la vie syndicale perdre des syndicats de masse groupant la totalité d'une corporation et fournir aux municipalités bourgeoises l'occasion de fermer les B. d. T. Des cas analogues à ceux d'Oran ne sauraient se répéter sans nuire considérablement à l'organisation des masses indigènes d'Algérie sur le terrain de classe.

Au Maroc, en Tunisie et aux Antilles, de sérieuses possibilités de groupement unitaire existent. Tout un travail doit être entrepris parmi les prolétaires qui ont été contraints de se réfugier dans la C. G. T. ou dans l'autonomie.

En France, les militants de l'O. U. à la tête d'organisations doivent donner l'exemple aux autres syndiqués unitaires en faisant une large place aux travailleurs coloniaux dans les organismes syndicaux d'où ils sont trop souvent bannis.

LES FEMMES ET LES JEUNES

De même pour les femmes et les jeunes. La production absorbe plus de trois millions de salariés dont une forte portion joue un rôle important dans la préparation des tueries futures. Ces femmes touchent parfois 50 % de moins que les hommes dans la même usine et avec leurs tâches de ménagères et de mères elles font des 15, 16 et 17 heures par jour. Cet état de choses scandaleux impose à la C. G. T. U les plus grands devoirs. Or, notre centrale syndicale n'a pas su, ne sait pas non plus travailler efficacement de ce côté. Quant aux syndicats, ils n'ont pas compris en général l'importance de la femme sur le plan économique et dans la lutte sociale. Il est temps de réagir.

La Commission Centrale féminine dont on n'entend parler pour ainsi dire que dans les Congrès et C. C. N. ne saurait mener à elle seule un travail qui doit être l'œuvre de l'ensemble des Syndicats. Par syndicats, U. L., U. R. et Fédérations tout un réseau serré de groupes ou Commissions féminines analogues à ceux de l'Enseignement devrait être créé dont la Commission Centrale pourrait être l'émanation. L'O.U. est persuadée que des groupements de ce genre, pour peu qu'on les encourage, qu'on ne tue pas leur esprit d'initiative, seraient autrement capables que la direction actuelle du P. C. d'assurer la vie et le rayonnement d'un organe de masse pour les femmes.

C'est dans le même esprit que le travail parmi les jeunes doit être compris.

Tout d'abord l'hégémonie des incapables de l'appareil des J. C. sur les jeunes de la C. G. T. U. ne saurait durer. Il ne s'agit pas, d'autre part, de tomber dans la démagogie du Bureau Confédéral actuel, démagogie qui masque mal sa passivité. On ne doit pas dire aux jeunes : « Vous êtes jeunes, donc vous avez toujours raison »; on ne doit pas les dresser par misérable esprit de tendance contre des militants plus âgés représentant une expérience syndicale utile. Faire des groupements de jeunes une machine de guerre et un instrument de scission contre les Fédérations opposantes est également condamnable.

Il convient d'encourager les jeunes à s'occuper des questions sociales sans qu'ils négligent toutefois leurs revendications spécifiques. On les associera à tout le travail syndical, on les utilisera à fond dans les grèves, on les poussera à des postes responsables quand ils en seront dignes. C'est dans la mesure où l'on saura attirer, organiser, mettre en action les jeunes de la base que la Commission Centrale des Jeunes signifiera quelque chose et que la C. G. T. U. pourra répondre victorieusement par un organe spécial largement diffusé au poison de la *Jeunesse Ouvrière*.

LA PROPAGANDE CLERICALE

Le tirage à 90.000 deux fois par mois de cet organe et à 40.000 tous les mois de l'organe féminin, les 43 Fédérations et 15.000 cotisants de la J. O. C., le succès du meeting monstre du Trocadéro, les fonds importants (1/2 million) que la J. O. C. a pu réunir à titre de « service d'économie », les brochures tout à fait nocives qu'elle édite, le rythme de son développement : tout cela ne peut qu'inquiéter ceux qui ne se gargarisent pas avec les grands mots de « radicalisation » et « d'essor révolutionnaire des masses ». Surtout quand en regard on constate la régression et l'apathie des J. C. la nullité des bureaucrates du P. C. et de la C. G. T. U. dans la tâche de rassemblement et d'éducation de la jeunesse prolétarienne.

Non seulement l'Eglise est parvenue à attirer et à influencer un nombre important de jeunes travailleurs, mais elle groupe plus de 100.000 adultes dans la C. G. T. C. Dans des corporations comme les employés elle possède le groupement le plus nombreux (159 syndicats et 32.000 membres). Les œuvres multiples que les syndicats chrétiens ont su créer dans un domaine où la C. G. T. U. est en carence complète, le rôle joué par ces syndicats, dans les élections prudhommales et dans les grèves montrent qu'il y a de ce côté aussi un danger très sérieux pour le prolétariat révolutionnaire. Il ne pourra être conjuré que par un changement des méthodes et du personnel de tête de la C. G. T. U. L'O. U. ne travaille pas à d'autres fins.

SYNDICALISME A BASES MULTIPLES

Sur le syndicalisme à bases multiples l'O. U. reprend à son compte sans réserve la résolution votée à Bordeaux en septembre 1927. Non seulement la progression des chrétiens s'explique pour une part par le syndicalisme d'institutions, mais également la progression de certaines organisations confédérées. C'est que le syndiqué demande autre chose que des phrases creuses et des cris d'orfraie surtout au moment des grèves. On l'a bien vu, au cours des derniers mouvements notamment au Boucau et dans le Nord. Alors que les grévistes confédérés et chrétiens touchaient des secours assez importants, les unitaires ne touchaient rien ou presque rien après avoir acquitté souvent des cotisations plus élevées que les cotisations des autres syndiqués. De tels faits frappent fâcheusement les masses.

Il serait temps de mettre enfin debout sous une forme ou sous une autre cette C. N. S. qui permettrait, en épaulant l'effort nécessaire de la base, de soutenir mieux les grévistes. Enfin, quand des camarades, s'appuyant sur les résolutions de Bordeaux fondent des groupes artistiques ou sportifs syndicaux, des bibliothèques, cours professionnels, caisses d'allocations et de secours, etc., ils ne devraient pas être traités de « réformistes » et « contre-révolutionnaires » par des fonctionnaires de tête de la C. G. T. U. N'en a-t-on pas vus qui ont été exclus du P. C. pour avoir appliqué les résolutions de Bordeaux ?

LES ASSURANCES SOCIALES

L'incohérence, les perpétuelles contradictions, le manque d'esprit de suite, le peu de goût des Monmousseau et Cie pour les choses sérieuses, la nécessité dans laquelle se trouvent ces militants sans caractère de faire des tours, retours et demi-tours s'est affirmée tout particulièrement dans la question des A. S.

Jamais la C. G. T. U. n'a eu de position nette. Elle a toujours donné l'impression de ne pas savoir ce qu'elle voulait. Elle s'est méprise sur les intentions de la bourgeoisie. Au début même de cette année le « spécialiste » unitaire de la question, Raynaud, n'assurait-il pas encore que la guerre étant imminente, la bourgeoisie éluderait l'application de la loi ? La C. G. T. U. a préconisé aussi les solutions les plus contradictoires, les tactiques les plus opposées. Dès lors, les ouvriers devenaient une proie facile pour les confédérés, les chrétiens, les mutualistes, le patronat. Et quand, dès l'application de la loi, dans la Basse-Seine, la Somme et le Nord, une partie de la classe ouvrière s'éleva contre le versement ouvrier — précisément l'un des rares points sur lequel la C. G. T. U ait fait preuve d'une certaine continuité de vue — notre Centrale ne put exploiter le courant de mécontentement dont elle eût dû logiquement profiter. La grosse masse des ouvriers se rangea, comme dans le Nord, du côté des réformistes.

La conjugaison des efforts de la C. G. T. U. avec le groupe parlementaire du P. C. pour l'abrogation de la loi des A. S. ne saurait être une garantie d'action plus méthodique étant donnée l'attitude flottante de ce groupe sur la question. Il est vrai qu'il s'agit, en l'espèce, bien moins d'aboutir que de se livrer à une manifestation tapageuse, et superficielle pour marquer une fois de plus le « rôle dirigeant du P. C. ». Il reste néanmoins et malgré toutes les opérations qu'elles pourront entreprendre éventuellement que les deux centrales révolutionnaires, politique et syndicale, se sont montrées bien au-dessous de leur tâche tant au cours de l'élaboration que de l'application des A. S.

L'I. S. R.

L'O. U. déclare qu'elle est aussi fermement attachée à l'I. S. R. qu'à la C.G.T.U. Elle repousse avec indignation les affirmations contenues dans le dernier rapport de Losovsky : « Nous ne retenons personne de force parmi nous. S'ils se sentent (minoritaires et opposants unitaires) mal à l'aise dans les rangs de l'I. S. R. qu'ils aillent à l'Internationale d'Amsterdam ». On reconnaît bien là, la mentalité scissionniste de celui qui au cours de l'examen de la situation française à la VIe session de l'I.S.R. trouvait que « les efforts pour se débarrasser » des adversaires de la direction confédérale actuelle étaient insuffisants. Quand le secrétaire d'une organisation internationale a recours à de tels propos contre ceux qui sans craindre outrages et calomnies osent se dresser pour sauver la C. G. T. U. il est jugé.

L'O. U. ne permettra pas qu'on déplace les responsabilités par des diversions scissionnistes. Le bilan de I. S. R. tel que Losovsky l'a établi, montre clairement, où nous ont menés les sottises de la 3e période que nous avons dénoncées avec force. Losovsky est obligé de reconnaître « certaines vérités très amères », d'avouer que l'I. S. R. a perdu « une série de positions », en France, en Angleterre, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Roumanie, aux Etats-Unis, etc... Partout, ajoute-t-il, « c'est une diminution des effectifs ». Nous avions rêvé mieux.

Le Ve Congrès, terne, sans souffle, sans vie, sans discussion réelle et profonde, suite inévitable des détestables pratiques et du régime bureaucratique en honneur à tous les échelons de l'I. S. R. — n'a pas et n'a pu tirer la leçon d'un passif aussi désastreux. Il faut d'autres hommes que des fonctionnaires désignés ou agréés par en haut pour voir clair et parler franc.

C'est dans la mesure où l'O. U. progressera sur le plan international que l'I.S.R. reviendra à une politique plus saine. De cette affirmation découle la nécessité pour l'O. U. d'élargir son travail fractionnel à l'échelle mondiale en entrant en rapport dans tous les pays avec les opposants syndicaux révolutionnaires hostiles à l'anarcho-syndicalisme. Ils doivent être réunis, guidés, soutenus, encadrés.

L'U. R. S. S.

L'O. U. entend être à l'avant-garde pour la défense de l'U R. S. S. face à tous les chacals impérialistes, à tous les tenants du syndicalisme et du socialisme apprivoisés.

Elle pose en principe que la chute de la Révolution russe marquerait dans le monde comme une éclipse du mouvement prolétarien. Or, le procès du Parti Industriel, vient de montrer avec force la volonté tenace de destruction qui anime les anciens bourgeois et officiers blancs de la Russie tsariste épaulés par les gouvernants impérialistes. Des organisations secrètes et publiques puissantes constituées dans les principales capitales, et qui ont des filiales en Russie même poursuivent méthodiquement le sabotage, la diffamation et l'intervention militaire contre l'U. R. S. S.

La France de Poincaré, Briand, Renaudel et Paul-Boncour qui a successivement soutenu Koltchak, Denikine, Wrangel, Jordania, Pilsudsky et qui est liée par des conventions militaires secrètes à ses satellites, les pays limitrophes de l'U.R.S.S., est au premier rang des ennemis de la Révolution russe. Son hostilité systématique, son obstination butée, la protection qu'elle assure aux émigrés fauteurs de complots et les encouragements qu'elle apporte aux journalistes fauteurs de mensonges imposent à nos organisations révolutionnaires les plus grands devoirs. Pourtant, il est pénible de constater que, durant le procès de Moscou, aucune riposte n'est venue des travailleurs de ce pays alors que les révolutionnaires de New-York ont manifesté devant le consulat de France. C'est l'état de faiblesse du P. C. et de la C. G. T.U., résultat des fautes dénoncées par l'O.U., qui explique cette carence. Par conséquent on peut dire que la position la meilleure et la plus solide concernant la défense de l'U. R. S. S. est celle qui permet le relèvement du mouvement révolutionnaire. C'est sur cette position précisément que se place l'O. U. et c'est bien pourquoi l'O. U. a le droit d'affirmer qu'elle est à l'avant-garde pour la défense de l'U .R S. S.

Le Bulletin de l'Opposition russe est paru

N° 19, mars 1931

Au Sommaire :

1. **Sur la tombe fraîche de Kote Zinzadzé ;**
2. **La Révolution Espagnole. — L. Trotsky ;**
3. **Lettres d'U. R. S. S. ;**
4. **Notes d'un journaliste. — Alfa.**
5. **Lettre ouverte à l'opposition chinoise. — L. Trotsky.**
6. **Andrès Nin.**
7. **N. V. Vorovskaja (Nécrologie).**
8. **Notes. N. M.**
9. **Lettre à Mouralof. — L. Trotsky.**

Prix : 5 francs.

Parti-Jeunesses-Ligue

A MARSEILLE

L'assassinat socialiste

Avant de parler du meeting du 22, il faut faire un bref tableau de la situation ; bien que je ne puisse apporter aucun chiffre, je peux dire que la crise, dans notre région, suit la courbe générale de la crise, en France ; le chômage également malgré le trafic tout particulier d'une ville de transit, comme la nôtre.

Ici comme ailleurs, la C. G. T. U. et le P. C. ont été incapables de grouper l'ensemble des chômeurs ; un fait significatif et qu'on ne peut passer sous silence : des collectes, pour les chômeurs, furent organisées, dans la rue, dans les cafés et les bars ; on a pu voir des copains, le chapeau à la main, collecter de façon si humiliante qu'elle ressemblait fort à demander l'aumône pour les chômeurs ; qu'en pense Florimond Bonte qui terminait ainsi, récemment, un de ses articles : « La main tendue, jamais l... le poing tendu ! »... ?

Une seule manifestation, avant le 25 février ; elle fut bien piteuse ; 150 chômeurs descendirent la Canebière et vinrent à la Mairie ; il faut un certain culot pour dire que la municipalité a cédé devant les manifestants, comme l'écrivit « Rouge-Midi » : il faut plutôt dire qu'à la première tentative des chômeurs (sans préparation sérieuse) la municipalité, en votant un crédit de 300.000 fr., a fait une manœuvre, réussie, pour démolir leur faible organisation et lui enlever une possibilité d'extension.

MEETING DU 22

Il est sûr pour tous ceux qui assistèrent au meeting (et qui sont sincères) que la responsabilité des événements incombe entièrement aux organisateurs : les chefs socialistes et leurs nervis ; la veille de la réunion, un membre du P. S. déclarait, en privé bien entendu : « Demain, il y aura du bruit et du grabuge. »

Sur la tenue du meeting, il faut rappeler qu'une barrière de bois « protégeait » la tribune et que derrière cette barrière étaient massés ces messieurs du service spécial, bien connus dans le vieux port ; Auriol parla aussi longtemps qu'il voulut ; Duclos eut plus de peine à apporter le point de vue communiste ; Auriol répondit, mais lorsque Duclos voulut reprendre la parole, le bruit commença et elle lui fut refusée. L'Internationale ainsi que des cris : les Soviets ! retentirent. A ce moment, les nervis « socialistes » enjambèrent la barrière et « s'occupèrent » chacun d'un militant communiste connu ou qu'ils avaient préalablement repéré et « marqué ». Des coups de feu claquèrent, la bagarre très violente et de nombreux témoins affirment avoir vu ceux qui tirèrent ; la police intervint et pendant que Carini agonisait à l'hôpital, son agresseur sablait le champagne en compagnie des vedettes socialistes : Auriol, Ambrosini, etc...

Ces messieurs sont coutumiers de la méthode. Le 25-2-22, Raymond Sala, militant du P. C., fut assassiné à la Bourse du Travail par un socialiste (encore actuellement membre influent) bien connu de la population ; en mais 1925, un autre camarade ne dut son salut qu'à son sang-froid et à... un revolver qui intimida ceux qui l'attaquaient ; ce camarade fut arrêté et condamné, les assaillants, connus, ne furent jamais inquiétés.

La tâche de la R. M. du P. C. était de montrer les responsabilités, la collusion entre le Parti socialiste et la police (les protégés des chefs socialistes, même criminels, ne sont pas inquiétés). Je dois dire que les dirigeants du P. C. à Marseille n'ont pas été à la hauteur de leur tâche ou l'ont mal comprise.

LA JOURNEE DU 25 FEVRIER

Elle fut, à Marseille, un véritable fiasco, si l'on excepte le meeting de la salle Ferrer ; elle a été plus lamentable que les derniers 1er mai, 1er août et 6 mars 1930, du fait qui la situation était, cette année, bien plus favorable à une agitation, à un réveil des travailleurs. Aucune manifestation ni dans la rue, ni aux portes d'usines, ni à l'intérieur. On a seulement réussi à mobiliser les flics et les « enfants de Boncour-Renaudel »

La Région Marseillaise n'a pas cru devoir apporter ce passif à la tribune de la conférence nationale du Parti (Thorez a remarqué le silence de Marseille, Bordeaux, etc...).

A l'actif, il faut indiquer le meeting de 18 h. 30, à la Bourse ; 13 à 1.500 auditeurs non pas tant pour la journée du 25, mais plutôt à cause des événements du Prado ; tous les orateurs, sauf Simonin délégué de la C. G. T. U. se cantonnèrent dans des explications sur le crime du 22 ; il fut indiqué à ce meeting que les obsèques de Carini auraient lieu le lendemain matin.

Malgré cela, 6 à 700 personnes seulement s'y rendirent ; il y avait par contre d'innombrables forces de police, le long du parcours et à chaque carrefour traversé. Je dois dire que cet enterrement d'un militant fut digne par sa simplicité, son ordre, son calme et son silence impressionnants. En tête, le drapeau rouge des cheminots unitaires, puis de nombreuses couronnes portées à bras et ensuite le cortège de militantes et militants recueillis. Au cimetière, un discours de Duisabou retraçant la vie de Carini, son activité de militant, son courage.

Le même jour (26) à 18 h. 30, s'est tenu un second meeting à la Belle de Mai avec Marty et Couthéllas, sur ce sujet : le procès de Toulon ; 1.600 camarades environ. Un ordre du jour y fut adopté pour défendre et sortir des bagnes militaires les courageux mutins de Calvi, mais on oublia totalement d'associer l'assassinat de Carini aux souffrances des camisards ; oubli fâcheux et qui étonna de nombreux copains.

Un correspondant de Marseille.

La situation à Bone

Dans le département, le P. C. est faible et pratiquement absent sur toutes les questions. Le Parti socialiste est numériquement fort. Il développe une activité en accord avec le programme général des S.R.I.O., assez semblable à celle des radicaux par suite de la composition sociale de l'élément européen qui le compose, qui a une tendance marquée à s'enrichir par l'exploitation de l'indigène. Les travailleurs arabes sont privés de *tout droit civil*. Les moujiks, avant l'abolition du servage en 1861, étaient moins exploités que le salarié indigène lors du centenaire de l'occupation française en Algérie. La misère la plus noire condamne une nombreuse population à la famine tandis que les groupements bourgeois accumulent d'immenses richesses.

Cependant la question indigène ne se pose pas dans le P.C. ! En Indochine, on admet l'existence d'un mouvement contre l'impérialisme français ; ici, on parle « seulement » de race, de couleur et on ne pose pas la question de la lutte contre l'impérialisme. Mais on ne pose même pas la revendication : à travail égal, salaire égal sans distinction de race.

Souscription hebdomadaire

Total précédent	19.039 10
Du 16 au 22 février	
Quelques camarades coloniaux, 50 ; P. (Nice), 10 ; N., 10 ; Roulet, 6 ; Proutet, 4 ; Groupe de Paris, 322 ; Call., 1 ; Lebourg, 20 ; Liste (versée par Gillet), 32	545 »
Du 22 au 28 février	
Braq. T.C.R.P., 2 ; Charles Fi., 12 ; Baillet, 100 ; Deux camarades étudiants, 5 ; Legel, 50 ; Pour le soutien des révolutionnaires indochinois, 70 ; Aucheur, 10 ; Un instituteur de Limoges, 10 ; J. L., 35 ; Groupe de Paris, 560.	854 »
Du 1er au 7 mars	
R. W., 20 ; Adrienne, 35 ; C. H., 10 ; H., 7 ; Renée Allegret, 50 ; Deux jeunes communistes sympathisants, 20 ; Groupe de Paris 325 ; Un communiste du 2e Rayon, 5	572 »
Total général au 7 mars.....	21.010 10

DANS LA F. O. P. DU CENTRE

l'A. R. A. C. compromise par les 100 o/o

Déjà, nous avons renseigné les lecteurs de la *Vérité* sur la politique des 100 % dans cette question. Leurs campagnes ignobles, leurs tentatives de fusion à la force du poignet ont dressé contre eux tous les militants actifs de la F. O. P. C. La direction de l'A. R. A. C. comprenant la gaffe de ses représentants régionaux a tenté de manœuvrer au dernier moment. Elle parut réussir un moment.

Mais le bout de l'oreille ayant percé, les militants de la F. O. P. C. du Centre se cabrèrent à nouveau devant la politique en partie double menée par le Parti dans cette question. D'un côté, les injures, les calomnies (côté Tours), de l'autre les avances, les atermoiements (côté Paris). La fusion immédiate à la veille du Congrès du 1er mars était devenue impossible. La fusion dans une telle situation eut été un désastre. C'est pourquoi, dans la F.O.P.C., nos camarades de l'opposition prirent position contre la fusion *immédiate*, en donnant les raisons politiques de cette attitude, en dénonçant aussi les responsabilités et en indiquant aussi comment la fusion serait possible : par un changement de méthodes, par une modification des rapports entre la F. O. P. du Centre et de l'A. R. A. C., par un changement d'attitude des 100 % régionaux.

Naturellement, nos camarades parlent d'une fusion qui amènerait la *totalité* des membres de la F. O. P. C. du Centre à l'A. R. A. C.

Les 100 % ne parlent pas le même langage. Peu importe que les adhérents s'en aillent, qu'une minorité seulement aille à l'A. R. A. C., pourvu que disparaisse cette organisation de masses qui ne manœuvre pas au coup de sifflet des bureaucrates. Ce peu de souci de la masse, les 100 % l'ont démontré au cours de la préparation du Congrès et du Congrès lui-même. D'abord, nous les avons vus adhérer à l'organisation qu'ils avaient ignorée jusqu'ici (Exemple : Gohard).

A la section de Tours, ils furent écrasés ; aussi pour jouer un rôle au Congrès, se firent-ils délégués par d'autres sections et quelles sections ! C'est ainsi que Dubois représentait une section de trois membres !

Gohard, la section de Loches, et Raison Marcel avait un mandat tellement douteux qu'il ne fut pas validé. Qu'à cela ne tienne, les 100 % délégués du Mans le bombardent immédiatement délégué de la section du Mans.

Et le mode de vote proposé par le Comité général étant un chiffre de voix correspondant au nombre des sections, nos 100 % manœuvrèrent pour qu'il en fût autrement. On en comprend facilement la raison ! Ces représentants de sections fantômes avaient besoin d'une autre méthode de vote pour avoir une majorité. Ils ne furent pas suivis, aussi hurlent-ils aujourd'hui à la violation des statuts.

Ils tentèrent alors l'autre manœuvre : faire perdre du temps au Congrès pour arriver à un vote tardif. Eux étant présents, ils pouvaient escompter suffisamment de départs pour triompher. Leur manœuvre fut déjouée. Aussi ont-il fait une déclaration de guerre en règle à la direction de la F. O. P. C.

C'est dire qu'ils n'entrent pas précisément dans la voie de la fusion.

Naturellement, l'anémie cérébral Gohard rend compte du Congrès à sa façon. Les interventions de nos camarades sont « pitoyables », « vides de tout contenu politique ». Les siennes, comme celles du réjouissant Mahoudeau, seront naturellement « remarquables », « fortes », etc., etc.

Le malheur, pour Gohard, c'est que les adhérents de la F.O.P.C. en aient jugé autrement.

C'est par 1.355 voix contre 760 que fut repoussée la fusion immédiate. Inutile de dire qu'il n'y avait pas de voix perdues pour Dufois, Gohard et Cie. Le racolage des mandats, c'est là vraiment le seul domaine où ils aient quelques qualités !

Mais cela ne résoud rien. Ce Congrès a démontré le divorce certain du Parti et des masses. Il a démontré, en outre, l'aveuglement total des bureaucrates régionaux. Ce n'est que contre eux que le Parti pourra réaliser un véritable redressement.

Groupe d'Opposition Communiste de Lille
Réunion d'information le Dimanche 22 Mars

131, rue Gustave-Delory. — à 15 h. 30 très précises

Invitation à tous les communistes, membres du parti ou non.

ORDRE DU JOUR

1. Pourquoi l'opposition de gauche.
2. Son rôle et son but.
3. Les taches du parti.
4. L'Unité syndicale.

CONCOURS DE CORNETTE

Présence obligatoire des membres du groupe. Amenez des sympathisants.

Conférences d'éducation

Une série de conférences est organisée par la Région parisienne de la Ligue sur l'histoire de l'Internationale communiste. Ces conférences publiques auront lieu périodiquement ; nous invitons tous nos camarades à y assister et à y amener le maximum de camarades.

La première de ces conférences aura lieu le dimanche 22. Le lieu sera indiqué dans le prochain numéro.

CHEZ LES AMIS DE L'U.R.S.S.

Mauvaise Conférence de la R. P.

Les « Amis de l'Union Soviétique » traversent une crise qui, malheureusement, n'est pas une crise de croissance. Cette crise est mise à nu devant la douzaine de camarades — permanents compris — qui assistent à la réunion de fraction communiste. L'organisation, elle, n'a pas de soubresauts : elle n'a plus assez de force pour cela. Capitaine, secrétaire par intérim, n'exagère pas beaucoup, en effet, en disant que tout reste à créer. Combien de membres, combien de sections compte l'organisation ? Personne n'en sait rien. Les sections (45... ou 65), à part deux ou trois, stagnent, disparaissent, ou mènent une vie fantôme. Les organismes élus ont disparu, et « L'Appel des Soviets », en déficit de plus de 10.000 francs, ne peut plus paraître. Mais un signe important aussi, c'est le sabotage par le Parti dont se plaignent les dirigeants de l'organisation : par exemple, lors du procès de Moscou, l' « Huma » appelle les ouvriers à riposter en renforçant les organisations ouvrières : P.C., C.G.T.U., S.R.I., voire S.O.I. sans même mentionner les Amis de l'U.R.S.S. Lorsque Cachin revient, non seulement les Amis de l'U.R.S.S. ne l'obtiennent pas comme orateur dans leurs meetings, non seulement ils n'obtiennent pas de parler au meeting de Cachin, mais ils doivent vendre l' « Appel » à la porte, comme les adversaires. Enfin, les instructions aux sous-rayons ne mentionnent pas l'organisation et partout le Parti est en rivalité avec elle ou l'oublie. Cela tient-il à un « courant sectaire du Parti », comme dit Celor à la fraction ? Cela ne tient-il pas plutôt, comme les militants le pensent, à la défiance des masses ouvrières à l'égard des Amis de l'U.S. ?

Voilà pourquoi il a fallu convoquer d'urgence une conférence de la R.P. Voilà pourquoi aussi c'est une gageure d'avoir restreint la discussion de la conférence aux questions étroitement d'organisation. C'est pourtant cette gageure que l'on tient à la conférence du 22 février ; rien que des discussions sur le format, le prix et les images de l' « Appel », par exemple, et ces questions mêmes ne sont pas résolues ! Faute de temps, on va jusqu'à laisser de côté le chômage — qui, d'ailleurs, ne figurait à l'ordre du jour que pour la préparation du 25 février. L'assemblée est morne ; pas un applaudissement ; un seul vote : vote d'unanimité sur le nouveau bureau que propose Capitaine et que personne ne connaît. La seule discussion est à la fin : des camarades demandant à envoyer des militants, ouvriers qualifiés, délégués pour travailler en U.R.S.S. pendant cinq ou six mois, afin qu'ils fassent autre chose que visiter l'Union, comme les Américaines visitent Paris.

Bref, il ne sort rien de cette conférence. Pourtant, c'est le moment où la crise de la bourgeoisie accentue la guerre économique avec ses marées de calomnies, et où la guerre menace de plus en plus contre l'Etat prolétarien. C'est maintenant que les Amis de l'U.R.S.S. devraient devenir l'organisation de masse par laquelle les ouvriers réalisent le front unique pour sa défense. C'est là la question et tous le sentent : quand nous saurons parler aux masses, les organismes centraux cesseront de fondre, les sections vivront et l' « Appel des Soviets » paraîtra régulièrement. Mais ce n'est point par les phrases de Celor sur le « tournant à gauche » de l'organisation, ni de Capitaine sur « l'orientation vers les usines », que nous apprendrons à leur parler et que nous réaliserons le front unique. Le mot d'ordre de défense de l'U.R.S.S. n'est plus maintenant qu'un refrain qui accompagne les déclamations sur la réalisation intégrale du socialisme national. Il faut le lier aux intérêts vitaux des ouvriers dans la crise actuelle. La bourgeoisie, appuyée par les insinuations fielleuses des Rosenfeld, accusent l'édification socialiste en U.R.S.S., et le « dumping » soviétique, de précipiter la crise en Europe et en Amérique : « C'est très bien à nos frères de Russie, pensent les ouvriers, de se bâtir une société socialiste ; mais c'est moins bien à eux de nous enlever notre travail, pour arriver à ce résultat. » Or, il ne suffit pas de montrer la bêtise et l'hypocrisie de cette campagne de la bourgeoisie, et le but qu'elle poursuit. Il faut dire aux ouvriers : « Camarades, ce n'est pas seulement pour leur socialisme que luttent les ouvriers russes, mais pour **le vôtre** aussi, et c'est vous qui le construisez, aussi bien qu'eux, quoique différemment. Cela n'est pas de la phrase : les bourgeois accusent les Soviets de vous affamer, parce qu'ils vendent certains produits moins chers que les capitalistes ! C'est vous que la bourgeoisie prive de travail par sa lutte économique avec les Soviets. Pour son plan quinquennal, pour la collectivisation de ses campagnes, la classe ouvrière russe a besoin de machines et de tracteurs. C'est votre travail seul qui peut les lui procurer. Ce sont les Soviets seuls qui peuvent vous procurer du travail. Il faut que tu imposes à tes patrons de leur vendre les machines. En revanche, l'agriculture soviétique, rénovée selon le plan, enverra en Occident le blé, les œufs, la viande et le beurre. Si vous obligez les patrons à l'aider par le crédit normal, non seulement le plan quinquennal apportera aux ouvriers russes plus de bien-être, mais, à vous aussi, il vous apportera du travail et du pain. » Il faut montrer ainsi aux ouvriers comment la lutte pour leur croûte est liée organiquement à celle des ouvriers soviétiques. Quand les Amis de l'U.R.S.S. développeront ce mot d'ordre, ils sauront vite devenir une organisation de masse et la crise, au lieu de l'achever, renforcera son action. Mais pour cela, il faut renoncer à un étalage de publicité. Cette lutte des ouvriers russes, les difficultés énormes de leur tâche, leurs échecs sont une leçon aussi forte pour le prolétariat international que ses succès mêmes. Il faut renoncer au bluff des réunions et de l' « Appel des Soviets ».

Un délégué communiste.

CHEZ LES AMIS DE L'HUMA

Des exclusions à la Goutte-d'Or

Trois camarades de ce Comité ne se contentaient pas de défendre activement l'*Humanité* par des souscriptions, des collectes, des goguettes, etc... Ils estimaient que la vie et le développement du journal du Parti étaient liés à sa politique et par conséquent, ils cherchèrent à faire partager leur point de vue aux autres camarades, en montrant comment, dans bien des cas, l'*Huma* par son bluff, ses mensonges et ses défigurations ne remplissait pas son rôle et était abandonnée d'un certain nombre de ses lecteurs. Pour avoir vu la source du mal, pour avoir cherché à y porter remède, ces camarades furent pris à partie par les staliniens qui n'entendent pas qu'on discute politique pas plus aux Comités de défense que dans le Parti. Finalement, les staliniens posèrent la question de l'exclusion de ces camarades pour *sabotage systématique du travail* à la réunion du 6 mars.

Le camarade T. demanda de préciser les faits de sabotage. Avoir récolté 800 fr. en dix mois, avoir distribué fréquemment des tracts, coller chaque jour l'*Huma* dans le grillage de la rue Doudeauville, était-ce du sabotage ? Aucune réponse ne fut fournie à ces questions et l'exclusion fut votée non par les 7 à 12 membres participant régulièrement à la vie du Comité depuis 6 mois mais par une vingtaine d'adhérents ...spontanés (dont les membres du bureau du S. R. I.) qui se firent délivrer des cartes au début de la réunion.

Une tentative pour dissocier nos trois camarades échoua et ceux-ci donnèrent lecture d'une déclaration qui précise leur position et dont nous donnons ci-dessous quelques extraits. Le Bureau régional des comités de l'*Huma* aura à se prononcer sur cette exclusion.

Les camarades Girardin, Saint-Léger, Trevidic pensent qu'au moment où dans les grands quartiers ouvriers comme la Chapelle, Goutte-d'Or nous n'arrivons pas à recruter un noyau suffisant d'éléments ouvriers actifs, que d'autre part les ouvriers sont travaillés par la propagande incessante de tous les ennemis du communisme, de la réaction la plus marquée aux dirigeants pupistes, il est nécessaire de coordonner l'action de tous les communistes ; pour cela, il est indispensable d'admettre tant dans le parti que dans les organisations à côté, la démocratie ouvrière, la liberté de discussion.

Ils constatent que la mentalité du bureau actuel du Comité reflète l'attitude fausse de la direction du P. C. français et de toute l'I. C. Ils se solidarisent entièrement avec l'opposition de gauche dont ils demandent la réintégration dans le Parti. Ils s'élèvent contre la répression contre les communistes oppositionnels de gauche, contre la fusillade du camarade Blumkine, répression qui n'a rien de commun avec la défense de la Révolution mais qui apporte des matériaux aux ennemis de la Révolution...

... Personnellement, nous avons conscience d'avoir accompli autant de travail que ceux qui nous excluent. Exclus, nous continuerons en accord avec nos principes, notre action pour le communisme en créant un groupe d'amis du journal de l'opposition de gauche, la Vérité. Par nos actes, dans l'avenir, nous entendons démontrer où se trouve la véritable idée communiste et où se tient l'esprit d'organisation.

Avec le parti contre ses ennemis, avec l'Huma contre la presse bourgeoise, contre l'appareil bureaucratique incapable, pour la démocratie ouvrière dans nos organisations...

"La Vérité" en danger

Nous avons tenu, la semaine dernière à prévenir tous nos camarades qu'un effort très sérieux devait être fait pour assurer une vie régulière à notre organe ; nous devons indiquer aujourd'hui que cet effort a été insuffisant pour le plus grand nombre de nos camarades, surtout en province.

Cette semaine, la souscription est redescendue (voir les listes par ailleurs).

Camarade qui lis cet appel, as-tu fait tout ce qui t'est possible? As-tu même fait quelqui chose, pour « la Vérité » ? As-tu envoyé ton abonnement ou ton réabonnement ? As-tu fait parvenir en même temps ta souscription ? As-tu envoyé une liste de militants de ta région, susceptibles de s'intéresser à notre organe et de s'y abonner ?

Nous voudrions bien ne pas avoir à nous répéter, chaque semaine, dans cette courte correspondance de l'administration de la Vérité ; il le faut cependant, puisque nos camarades ne comprennent pas encore ce qui nous est indispensable :

1° Nos lecteurs au numéro doivent s'abonner, aujourd'hui même ;

2° Nos abonnés doivent nous envoyer tous un chèque postal de 5 francs et le nom d'un sympathisant, auquel nous servirons un abonnement à l'essai, pendant trois mois ; ceux de nos camarades dont l'abonnement est terminé doivent le renouveler sans attendre un recouvrement postal, toujours très onéreux ;

3° Les uns et les autres doivent souscrire et non pas seulement cette semaine ; ils doivent nous écrire pour nous indiquer quelle somme ils peuvent envoyer à leur journal, périodiquement et régulièrement, c'est-à-dire chaque semaine, chaque quinzaine ou chaque mois ; cela seul peut nous permettre d'établir un budget sur des ressources certaines et prévues à l'avance ; tous nos camarades doivent nous demander : des listes de souscriptions pour faire des collectes parmi les ouvriers d'une usine, d'une localité, des carnets d'abonnements pour en recueillir un grand nombre, et vite !

4° Tous doivent collaborer à la Vérité en nous envoyant des renseignements sur le mouvement ouvrier de leur région, des critiques et des suggestions sur leur journal.

Rappelons que tous nos abonnés peuvent bénéficier d'une remise de 20 % sur tout volume acheté par notre intermédiaire, que tous nos abonnés reçoivent (sur demande accompagnée de 1 fr. 50 en timbres), 5 brochures de Trotsky.

Pour la Vérité, tous au travail !

Aux ateliers P. O. de Tours

Il y a quelques semaines nous dégonflions ici la manœuvre des délégués réformistes à laquelle se prêtait le pur Tanguy. Notre article a mouché les uns et les autres. Tanguy qui se désintéressait de nous n'en a pas moins dû remettre cela. Il adresse des sommations aux réformistes. Quant à ceux-ci dépassant en culot tout ce que l'on peut imaginer ils nous mettent au défi de prouver, nous, qu'ils sont les auteurs de ce qui a été écrit dans le *Réveil*, leur journal. Et ils font cela naturellement dans le même *Réveil* ! On peut reprendre notre article. Nous n'avons indiqué aucun auteur. Ce n'est pas notre affaire. Nous avons montré seulement la signification de la manœuvre des réformistes. C'est à eux qui sont au *Réveil* des gens de la maison de répondre aux sommations de Tanguy.

Constatons seulement (à la manière de...) que pour parler de nous, réformistes comme Tanguy emploient les mêmes formules.

Conférence Nationale

L'état actuel de l'élaboration des rapports pour la Conférence Nationale permet :

La publication de : la thèse syndicale dans le prochain numéro du journal ; la plateforme politique de la Ligue, quinze jours après ; le rapport sur la question russe : trois semaines après ; le rapport sur la situation dans l'Opposition Internationale un mois après ; le rapport moral ensuite : un mois avant la Conférence.

Il est rappelé aux secrétaires des groupes de province qu'ils doivent nous envoyer leurs comptes pour 1930 et leurs demandes de cartes pour 1931 afin qu'en fonction des effectifs puissent être proposée la répartition des mandats.

La Commission Exécutive a également décidé la publication d'un Bulletin intérieur de discussion ; tous nos camarades sont invités à envoyer des matériaux afin que ce Bulletin puisse paraître.

La Commission Exécutive.

Bonnes feuilles

Le passage que nous publions ci-dessous est extrait du livre « Tu seras soldat » (1) *de Jacques Marcireau.*

Ce dernier est un jeune bourgeois pour lequel l'armée représentait tout ce qu'en disent les « guerriers en chambre » des feuilles nationalistes.

Dans son livre, il conte les désillusions que lui suscitèrent ses mois de service.

Son origine sociale et son éducation ne lui permettent pas encore de juger l'armée bourgeoise avec un sens de classe révolutionnaire.

Mais son esprit est suffisamment indépendant pour découvrir tout ce que le militarisme porte en lui de tares et de buts criminels.

... Le 4 septembre, le sergent de semaine parut au rapport avec une liasse de titres de permissions en mains. Il lut en souriant les noms de tous les titulaires de ces permissions, les unes de « spectacle » pour le soir, les autres, de « vingt-quatre heures » pour le samedi suivant. Puis :

— Ceux dont je viens de lire les noms seront privés de permission cette semaine parce qu'ils n'ont pas donné de linge au lavage.

Cette mesure donna lieu à de nombreux commentaires pendant la journée. Le régiment a passé un contrat avec une entreprise de blanchisserie. La quantité de linge prescrite par le contrat n'est jamais atteinte. Le régiment s'estime lésé. Les chemises et caleçons donnés au lavage, sont retournés bleus, sales, déchirés et souvent ce ne sont pas les vôtres qu'on vous rend. Aussi, quoique ce soit, dit-on, obligatoire, réglementaire, la moitié des soldats préfèrent donner leur linge à laver en ville ou le laver eux-mêmes.

Le soir donc, les permissions ne furent pas distribuées, exception faite pour certains qui, quoique s'étant mis dans le cas, bénéficièrent de leurs relations d'amitié avec le bureau de la compagnie.

Le soldat vit entre de vagues craintes et de vagues espoirs. Demain il sera en prison ou en permission. Ainsi le bruit circula que les permissions de 24 heures seraient accordées.

Mon voisin de lit qui est marié (il a épousé une femme avant d'être soldat parce qu'il lui avait fait un enfant) proférait :

— Les fils de millionnaires, parce qu'ils ont une industrie, ils logent chez eux et on les met au prêt-franc. (Allusion à un de nos camarades qui, soutien de famille par suite de la mort de son père, usinier, et en relations mondaines avec le général P..., directeur des troupes coloniales dans la Métropole, après un mois de « classes » passé dans un bureau de compagnie, s'était débrouillé pour être classé « service auxiliaire », était venu à titre de secrétaire au bureau du Trésorier où il avait bientôt obtenu le droit de coucher chez lui, ce qui faisait de lui une sorte d'employé, avantage auquel il joignait celui de fréquentes permissions : ce garçon, rempli d'assurance, agréable se nommait Frisé.) A nous, on nous refuse 60 francs par mois pour la « bonne femme ». C'est des dégueulasses. Dans pas longtemps on leur dira merde...

« Etre soldat (ajoutait-il), on n'est pas malheureux, on ne fait pas grand'chose. Mais tout ce qu'ils peuvent faire pour nous emmerder, ils le font : punition par ci, privation de permission par là. Si encore ils nous donnaient des permissions. Moi c'est pour travailler que j'leur en demande. Je perds vingt francs en ne sortant pas le soir. »

(1) « Tu seras Soldat », *par Jacques Marcireau, un volume à 12 fr., inaugure la collection du* « Mauvais Temps », *Editions des* « Revues », 47, *rue Monsieur-le-Prince.*

LES LIVRES

VERA FIGNER. Mémoires d'une révolutionnaire (N.R.F.).

Dans ce petit volume, la célèbre terroriste russe raconte les souvenirs de sa formation révolutionnaire, puis son activité dans les organisations **Terre et Liberte** et **Volonté du Peuple.** A côté de Véra Figner apparaissent les grandes figures de Jéliabov, de Sophie Perovskaïa, de Mikaïlov. Les terroristes menaient la lutte pour le renversement de l'autocratie. Leur opinion était que l'assassinat du tzar et des hauts fonctionnaires de la justice et de la police, devait servir de signal à une révolte populaire poussant à l'octroi de réformes. Les terroristes mettaient au service de leur cause un courage et une endurance extraordinaires, dont V. Figner donna précisément un exemple remarquable. L'activité terroriste des organisations secrètes des années 1880 et 90 s'exerçait dans une époque où le prolétariat industriel n'était qu'à son aurore et où l'autocratie conservait des privilèges féodaux en maintenant dans la plus profonde misère la paysannerie russe. La période ultérieure, qui vit la croissance du prolétariat urbain, facilita la poussée du courant social-démocrate, dont les bolcheviks devaient prendre la tête dans les premières années du siècle.

COMTE SFORZA. Bâtisseurs de l'Europe moderne (N.R.F.).

Le comte Sforza, qui fut ambassadeur et ministre des Affaires Etrangères d'Italie avant le régime fasciste, a réuni, dans un volume, des souvenirs sur un certain nombre d'hommes d'Etat qu'il a eu l'occasion de fréquenter. Les Italiens tiennent une large place.

Politiquement, le livre n'a guère de signification. Les hommes dont parle Sforza : François-Joseph, Briand, Millerand, Mussolini et quelques autres sont envisagés sous un angle anecdotique. Aucun d'eux n'est mesuré à l'échelle historique de la classe, des aspirations ou des possibilités des régimes qu'ils ont représenté. Ainsi Sforza s'étonne-t-il de l'influence considérable prise par Sun Yat Sen, qu'il connut étant ministre en Chine. Cela lui paraît le comble de l'enfantillage. C'est que ce diplomate ne comprend pas grand'chose à la révolution chinoise. Ni, en général, à l'évolution historique de ce qu'il appelle « l'Europe moderne ».

Un émouvant document humain

LETTRES DE SACCO ET DE VANZETTI

GRASSET 15 fr.

En dehors de toute politique

LE N° 27 (JANVIER 1931) DE

La lutte de classe

EST PARU

SOMMAIRE : Editorial : Laval. — Lénine : Discours au 2e Congrès de l'I. C. sur la crise mondiale (1920). — Feroci : Dix ans après Livourne. — Bordiga. — Naville : Le « fascisme » en France et la crise de la bourgeoisie. — Jean-Jacques : Quelle politique l'I. C. poursuit-elle aux Indes ? — Lettres d'U. R. S. S. : De Moscou. — Sur quelques grands problèmes et perspectives. — Les Livres.

Prix de ce numéro ..... 3 fr.

En vente dans les principaux kiosques et à « La Vérité », 45, boulevard de la Villette.

ABONNEZ-VOUS !

(6 mois : 15 fr. ; 1 an : 30 fr.)

Le Gérant : P. FRANK.

Journal exécuté par des ouvriers syndiqués.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE — PARIS-SIN SECTION

Imprimerie Centrale de la Bourse, 117, rue Réaumur, Paris.

Vient de paraître

le numéro de mars de

nouvel âge

revue mensuelle de littérature et de culture

A son sommaire :

Johan Bojer .. .. Skobelef (nouvelle)
Upton Sinclair .. .. La Tragédie de Mark Twain
Alfons Petzold .. .. Poèmes
Louis Guilloux .. .. Feux follets (nouvelle)
Léon Cladel .. .. Sacripant (nouvelle)
Tristan Rémy .. .. .. Les clowns (avec 12 illustrations)
Andréas Latzko .. .. Sept jours (Roman - III)
Vladimir Pozner .. .. Tolstoï et sa femme
Fedor Gladkov .. .. Sur la culture humaniste

et des textes et illustrations de Dabit, Savanier, Rohrer, Poulaille, Marchon, Rochat-Cenise, Lapierre, Ramuz, Delacroix, Claude Monet, Daumier, Goico Agvirre, etc...

Revue de la littérature nouvelle, **nouvel âge** est la revue de l'homme qui travaille.

Dans chaque numéro, **nouvel âge** publie plus de 10.000 lignes de texte, soit deux fois plus qu'une autre revue.

Le numéro (in-8 gd jésus de 96 pages) : France... 10 fr. Etranger... 12 fr.

Bulletin d'abonnement à remplir et à retourner à la LIBRAIRIE VALOIS, 7, Place du Panthéon, Paris-Ve (Ch. Post. Paris 31-55) ou à votre libraire.

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de .....
à partir du numéro du .....
à me servir à l'adresse .....
.....
Je vous envoie par mandat - chèque - chèque postal : la somme de ..... *fr.*

TARIF DES ABONNEMENTS

	France	Étranger Demi Tarif	Étranger Tarif général
Un an	100 fr.	118 fr.	130 fr.
Six mois	51 fr.	60 fr.	66 fr.
Ou pour un an, quatre versements de	26 fr.	30 fr.	33 fr.

Les abonnements d'un an payés en un seul versement donnent droit à 50 francs de livres à choisir dans notre catalogue.